

Voir page 4

MARTELLY LIÉ AUX ESCADRONS DE LA MORT !



Michel Martelly alias "sweet micky" ex-chanteur lié aux escadrons de la mort, est nommé président d'Haiti



L'AVENIR D'HAÏTI PEUT-IL REPOSER SUR LA CIRH ?

Voir page 4

Cette commission est co-présidée par l'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton et l'actuel Premier ministre, Jean Max Bellerive et ils ont un mandat de 18 mois qui prendra fin en Octobre 2011



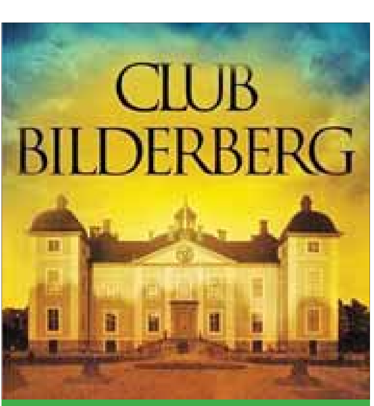
Asasina Yvel Lauture, yon polisye USGPN

Page 6



Conseil de Sécurité de l'ONU: Quelle priorité pour Haïti ?

Page 8



Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg

Page 10



Cote d'Ivoire: Laurent Gbagbo arrêté à Abidjan!

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Victoire ou provocation de l'impérialisme ?

Par Berthony Dupont

On ne finira jamais assez de parler de la mascarade électorale qui a abouti à catapulter à la tête du pays le chanteur Michel « Sweet Micky » Martelly. En effet, ceux qui ont suivi avec attention les épisodes peu glorieux de la saga électorale, aussi décevants qu'humiliants, et qu'on peut même qualifier d'insultes à la Nation, sont en droit de déclarer catégoriquement que le contexte actuel présage un avenir sombre.

Sombre du fait que, sur un grand nombre de pays de l'Amérique latine, par exemple, a déjà soufflé un vent de changement dans le sens d'un idéal progressiste avec des leaders conséquents et patriotes, alors que pour nous autres d'Haiti, jadis porte-flambeau du changement et de la liberté, nous sommes en train de faire marche-arrière sur ce que nous avions accompli de plus admirable. Notre pays déjà dans un état de délabrement, au lieu de s'améliorer, vient de s'engager sur la route du pire avec un nouveau gouvernement qui ne va être autre que la continuation du pouvoir sortant. A qui profiterait une telle descente en enfer ?

A la Communauté internationale, certainement, ce qui explique leur grande célébration le soir du 4 avril. Elle s'est réjouie d'avoir réussi une bonne affaire, une grande victoire en Haiti à savoir le retour en force du statu quo ante. En effet, le chef expéditionnaire Edmond Mulet, le stratège de tous les mauvais coups pour aboutir à cette dernière mascarade, ne s'est pas gêné pour dire ouvertement qu'«*un président démocratiquement élu issu de l'opposition prendra, pour la première fois, le pouvoir* ».

Et d'ajouter : « *Avec la conclusion réussie des élections législatives et présidentielles, qui marque l'émergence d'une nouvelle génération politique, il y a des raisons solides de se montrer optimiste quant à l'avenir d'Haïti* ». N'est-il pas pertinent de se demander à qui s'adresse Mulet ? Sans nul doute à ces militaires de la force occupante puisque avec un Martelly au pouvoir en Haiti, il est assuré que la Minustah restera au pays au moins durant les 5 prochaines années de façon à tenir en respect les masses populaires.

Voulant montrer son pouvoir colonial, Mulet s'en est allé même à annoncer le programme de son nouveau subalterne en indiquant « *que le nouveau président élu et le nouveau gouvernement entérinent un ensemble de réformes constitutionnelles déjà approuvées par le Président sortant* ».

En réalité ce que la Communauté internationale qualifie de victoire spectaculaire n'est autre qu'une provocation coloniale, résultat de manœuvres ténébreuses, prémisses de la mascarade électorale du 28 novembre. Manœuvres boueuses que furent par exemple la honteuse exclusion du parti Fanmi Lavalas et la mise en place d'un CEP croupion, d'un avorton d'organisation au service de la médiocrité et de l'indignité. Pour nous autres ce gouvernement n'a et n'aura aucune crédibilité voire une quelconque légitimité populaire, puisque ce sera un gouvernement de colonisés, mis en place pour colonisés par des colonisateurs.

Nous ne sommes pas de ceux qui croient et font accroire que « tout pouvoir vient de Dieu » et qu'il nous faut nous accommoder de celui-là qui vient de nous être façonné. Les opportunistes parlent déjà de lui donner sa chance ! Nous disons non. Mille fois non à l'imposture et à la trahison des clercs!

Ce nouveau régime a été accouché par les forces impérialistes qui occupent Haiti et qui ont besoin d'un cancre, d'un handicapé politique, d'un «déjoué» au pouvoir afin de le manipuler de façon à continuer la tache de réduire le peuple à une misère encore plus abêtissante, en faisant de la misère soit une vertu soit une arme contre le peuple haïtien. La déclaration de l'ex-ambassadeur dominicain en Haïti Alberto Despradel concernant les Manigat en dit long et elle clame haut et fort tout ce que les autres acteurs de la colonisation du pays disent tout bas. Voyez, il ne voulait même pas prendre de chance avec les Manigat du fait de leur position nationaliste à l'égard de nos compatriotes qui vivent en esclavage dans les champs de canne de Saint Domingue, capitale de la République dominicaine, voire d'autres aux couleurs progressistes.

En réalité, le régime de Sweet Micky ne sera autre qu'un gouvernement macouto-bourgeois à en juger par ses acteurs comme Daniel Supplice, Reynold Georges, Gervais Charles, Jean Robert Estimé et tant d'autres, ainsi que par ses dernières déclarations à savoir que « *La situation des gens qui vivent sous les tentes est une priorité pour nous. Nous avons rencontré des membres du secteur privé et de grands propriétaires terriens qui sont prêts à s'engager dans un partenariat avec l'Etat haïtien pour mettre en place des projets sociaux* » (sic). En fait, si d'autres veulent accepter ce fait accompli, nous autres, nous disons Non. Nous ne pouvons pas cacher la vérité et écrire une histoire mensongère, Non ! Notre devise est de dire la vérité quel que soit le coût à payer. Nous ne tairons jamais la vérité.

Ce régime ne pourra accoucher d'autres politiques que celle de la violence et de la répression. A ce compte, les organisations progressistes doivent rester vigilantes, en se mobilisant pour préparer la résistance. L'organisation Fanmi Lavalas ne sera pas épargnée, quelque soit sa position, face à ce pouvoir, peu importe si Aristide se consacre seulement à l'éducation comme il l'avait fait savoir. Au contraire elle sera la première visée par les forces macouto-bourgeois pour mettre en place leur régime de fer.

Pour y arriver, l'ennemi ne lésinera pas sur les moyens. Elle utilisera même les approches prônant la réconciliation, ce qui va être le plus gros danger à craindre. Caveant Consules !

Quand la 49ième législature entrera en fonction… ?

Contrairement à la constitution de 1987, qui fixe au deuxième lundi du mois de Janvier l'ouverture de la première session de la Chambre des députés et la rentrée du Sénat de la République, la 49ieme législature entrerait en fonction le lundi 25 avril selon le calendrier parlementaire de cette année. Les élections des membres du nouveau bureau sont prévues pour le mardi 26 avril et la première séance à l'Assemblée nationale de la 49ieme législature est fixée au mercredi 27 avril 2011.

Selon le président du Sénat, Kelly C. Bastien, dès l'ouverture de la fin de la première session de la 49ieme législature, la déclaration d'amendement de la constitution de 1987, votée par la 48ieme sera à l'ordre du jour. Du 27 Avril au 9 mai, la première session ne durera que 7 jours. Peut-on imaginer que des sénateurs et députés récemment élus et à peine entrés en fonction aillent plancher sur des amendements de la Constitution sans une étude approfondie préalable des questions sensibles et délicates qui vont engager l'avenir politique de la nation haïtienne ?

On ne peut amender la charte fondamentale d'Haïti juste pour faire plaisir aux occupants ou à un petit groupe. Les nouveaux députés, représentants du peuple et les sénateurs de la République doivent sciemment réfléchir avant d'engager l'avenir de plusieurs générations. Le président de facto, René Préval, disait souvent : *« La reconstruction haïtienne de 1987 est une source d'instabilité pour le pays. »* Comment peut-on comprendre qu'une constitution ratifiée par le peuple haïtien depuis 29 mars 1987 soit aujourd'hui une source d'instabilité ?

Alors que ce même René Préval a prêté serment deux fois sous l'empire de cette Constitution pour la faire respecter en tant que chef d'Etat. Combien de fois ne l'a-t-il pas violée pour satisfaire les intérêts de ses patrons de l'International et pour s'accrocher au pouvoir ? Pourquoi des articles de la loi mère ne sont jamais appliqués faciliter la participation du peuple haïtien dans la gestion de la chose publique, pour faciliter la formation du Conseil Electoral Permanent, la nomination des juges, des conseils départementaux entre autres !

En dépit de l'inapplication d'une bonne partie de la Constitution depuis plus d'une vingtaine d'années, on veut l'amender seulement pour satisfaire les intérêts des occupants, comme le veut le chef de l'occupation Edmond Mulet.

Retour en force de l'épidémie de cholera dans le Plateau Central

Le Groupe d'Appui aux Réfugiés et Rapatriés (GARR), fonctionnant dans le Plateau Central, a informé avoir détecté des cas de l'épidémie de choléra refaisant surface dans plusieurs communes de ce département.

Selon Lisane André, responsable de communication et de plaidoyer du GARR ayant lancé un appel d'urgence aux autorités sanitaires haïtiennes, les nouveaux contaminés dans le haut et le bas Plateau Central, se comptent par dizaines, ceci dans l'intervalle d'une semaine. En outre beaucoup de personnes contaminées la semaine dernière sont déjà décédées.

« D'après les informations reçues des comités de droits humains établis sur la frontière haitiano-dominicaine dans le haut et le bas Plateau Central, un bref retour de l'épidémie de choléra est constaté dans plusieurs sections communales des communes du département comme Thomassique, Savanette et Lascahobas. Dans la section communale de Lospinos, commune de Savanette, 3 personnes sont décédées, plusieurs dizaines d'autres contaminées en train de recevoir des soins dans des Centres de Traitement de Choléra (CTC). A Dalégrand, une petite localité de la section communale de Matelca, seulement la semaine écoulée, on a dépisté une vingtaine de ces cas. Dans la commune de Savanette, deux personnes sont décédées, plus dee 40 autres sont contaminées. Toutes ces personnes atteintes de choléra sont venues de localités très éloignées du bourg de Savanette comme Raspado, Dovilia et Gaborette, appartenuant à la section communale de Layaye.

A Ducoville, dans la section communale de Petit Fond, Lascahobas, 71 personnes sont infectées du virus de Choléra », a expliqué madame André, ainsi connue.

Attaque des militaires dominicains sur des commerçants haïtiens, un mort, 2 blessés

Jackson Rateau

La situation misérable des Haïtiens en République Dominicaine s'amplifie de en jour avec l'arrivée du nouveau directeur général de l'immigration dominicaine, José Ricardo Taveras qui resserre l'étau sur nos compatriotes. Cette situation va outre mesure avec des attaques dominicaines venues de toutes parts, ciblant les haïtiens. Ainsi, le vendredi 8 avril dernier, sur la frontière haitiano-dominicaine de Belladère, des commerçants ont été brutalement attaqués par des assassins, portant l'uniforme des militaires dominicains. L'attaque s'est soldée par un mort, Canès Lorilus, 28 ans, citoyen haïtien, et deux blessés graves qui ont été transportés d'urgence à l' « Hôpital Zanmi Lasante » à Cange dans le bas Plateau Central.

« Des commerçants haïtiens au nombre de trois, tentaient de traverser la frontière haitiano-dominicaine de Belladère du côté de Carizal pour se rendre en Rep. Dominicaine. Arrivés dans la localité La Parti en Dominicanie, ils ont été violemment attaqués à coups d'armes à feu par des présumés militaires dominicains. L'un répondant au de nom Canès Lorilus, 28 ans, a été abattu de plusieurs balles, rendant l'âme sur place, tandis que les deux autres, grièvement blessés par balles au cou et à la figure, ont dû être transportés d'urgence à l'Hôpital de Cange dans le bas Plateau Central pour être soignés. Nous ne pouvons pas confirmer que ce sont les militaires dominicains qui ont tiré sur nos compatriotes. Cependant, les commerçants haïtiens ont affirmé avoir vu des gens en uniforme de l'armée, tirer sur eux. A présent, nous sommes en quête d'information nous permettant de découvrir la vérité », a précisé la responsable de communication du GARR, Lisane André.

Les sinistrés du 12 janvier vivant dans les camps, menacés d'expulsion

Selon les dernières informations fournies par l'Organisation Internationale de Migration (OIM), les sinistrés vivant dans les camps d'hébergement depuis le séisme du 12 janvier 2010, estimés à 800 mille environ, ont été relogés dans des abris provisoires. Les dernières données du recensement de l'OIM pour le mois de mars montrent qu'au moins 820 mille sinistrés sont déjà relogés. Cependant, l'organisation non gouvernementale OIM a toutefois indiqué que 166 mille personnes vivant dans les camps de fortune, sont menacées d'expulsion par les propriétaires de terrain et les gérants responsables des espaces appartenant à l'Etat. Le cas des 450 mille familles, vivant sous des tentes étendues sur la pelouse du Stade Sylvio Cator, est un exemple flagrant.

« *Mon mari a été brutalisé, malmené puis arrêté par la police. Il est innocent. Il n'a été impliqué dans aucun acte de violence* », s'est plainte une femme sinistrée qui vivait sous une tente avec son mari.

« *On a procédé à l'arrestation de 3 des nôtres. Deux d'entre eux ont été appréhendés ce matin, l'autre est porté disparu depuis hier soir* (mercredi 6 avril) », a indiqué un des compagnons sinistrés vivant au camp du Stade Sylvio Cator.

Une femme sinistrée vivant dans le même camp (Stade Sylvio Cator) s'est ainsi lamentée sur son sort : « *Si au moins, on pouvait me donner quelque chose me permettant de payer les frais d'occasion, je laisserais ce camp et partirais tout de suite vers mon pays. Nous sommes tous disposés à partir, seuls les moyens nous manquent. Nous sommes à court d'argent, incapables de pouvoir payer le loyer d'une maison* ».

L'ONG OIM a ainsi précisé : « *Il est manifeste que beaucoup de personnes quittent les camps sous la contrainte et que les expulsions forcées jouent un rôle de plus en plus important dans le retrait de la population des camps* ».

Accident mortel sur la Nationale # 1, quatre morts, une vingtaine de blessés

Le dimanche 10 avril 2011, dans la localité de La Croix Périsse, commune de L'Estère, Artibonite, 4 personnes sont mortes, une dizaines d'autres blessées dans un accident mortel survenu sur ce tronçon. Il s'agit en effet d'un camion surchargé revenant du Marché de L'Estère qui a heurté une jeep Range Rover, venant de la cité de l'indépendance. Parmi les 4 personnes tuées se trouvent deux étudiants en droit qui participaient à un séminaire qui se tenait à la Faculté de Droit des Gonaïves.

Les blessés ont été transportés d'urgence dans un centre hospitalier aux Gonaïves pour être soignés.

L'avenir d'Haïti peut-il reposer sur la CIRH ?

Environ deux mois après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, la communauté internationale a imposé aux autorités d'Haïti une structure devant conduire à la reconstruction du pays : La commission Intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH). Le 31 mars 2010, une réunion était tenue à New York, au siège des Nations Unies entre les pays donateurs et les autorités haïtiennes sur la reconstruction d'Haïti. En avril 2010, le Parlement haïtien a voté une loi d'état d'urgence dans laquelle on a créé inconstitutionnellement la CIRH et le président René Préval de publier dans le Journal officiel, Le Moniteur un arrêté régissant le fonctionnement de cette commission. Cette commission est co-présidée par l'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton et l'actuel Premier ministre, Jean Max Bellerive et ils ont un mandat de 18 mois qui prendra fin en Octobre 2011.

Depuis lors, plusieurs réunions ont été réalisées, les donateurs et bailleurs de fonds ont promis cinq (5) milliards de dollars sur trois ans, quand seulement 30% de ce montant ont été engagés dans 87 projets approuvés par la CIRH.

Dans la perspective d'un nouveau gouvernement, un atelier de travail de deux jours, jeudi 7 et vendredi 8 avril 2011, visant à évaluer le décaissement des fonds consacrés à la reconstruction et l'ajustement des objectifs des projets approuvés a été réalisé à Port-au-Prince. Tout de suite après la réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies à New York, le mercredi 6 avril, le co-président de la CIRH, Bill Clinton qui participait à cette réunion a déclaré : « *L'idée est de prendre le plan de développement du gouvernement haïtien et de veiller à ce que tous les projets approuvés soient compatibles avec. Ma position demeure, que l'avenir d'Haïti doit être décidé par le peuple haïtien.* »

A l'ouverture de la réunion de travail qui se déroulait autour du thème : « *Accélérer le progrès à travers l'atteinte des objectifs de la reconstruction.* », le co-président, Jean Max Bellerive dans son discours a proposé d'étudier l'éventuelle prolongation du mandat de 18 mois de la CIRH qui se terminera en Octobre 2011 et ce, avant l'installation du nouveau gouvernement du président Michel Martelly, le 14 mai prochain. « *La CIRH est un instrument extrêmement utile pour la refondation d'Haïti. Il convient de déterminer la mission de la CIRH aujourd'hui et de statuer sur l'alternative qui va être proposée au gouvernement qui arrive.* » a indiqué Jean Max Bellerive. Plus loin



Clinton et Bellerive

le co-président de cet instrument de domination, d'exploitation et d'exclusion a exprimé ses inquiétudes quant à l'avenir de la CIRH. « *Je ne suis pas inquiet pour la CIRH, je suis inquiet sur le fait que nous avons un super instrument qui est mal compris et qui, éventuellement disparaîtra avant qu'il n'achève sa mission, c'est mon inquiétude.* » a conclu Max Bellerive. La CIRH renforcée par le Fonds pour la reconstruction d'Haïti (FRH) est au centre de toutes les discussions et réunions ces derniers jours, de la réunion du conseil de sécurité de l'ONU aux rencontres avec les nouveaux « élus ». Entre-temps, le Fonds pour la reconstruction d'Haïti a tenu également sa sixième réunion, le samedi 9 avril 2011 à Pétion-Ville, pour faire le bilan des activités réalisées depuis sa création suite à la catastrophe du 12 janvier 2010.

Rappelons, le FRH a pour mission de mobiliser, coordonner et de répartir les contributions de certains donateurs pour financer des projets dans le cadre de la reconstruction d'Haïti. « *Cette réunion est l'occasion pour le secrétariat du Fonds de présenter un rapport sur les réalisations.* » a fait savoir le ministre de l'Economie et des Finances, Ronald Beaudin.

Par contre, à l'occasion du premier anniversaire de la conférence des bailleurs de Fonds sur la reconstruction d'Haïti, tenue à New York le 31 mars 2010, une quarantaine d'organisations sociales et des institutions ont appelé à la dissolution de la CIRH, dans un document publié le 31 mars dernier. « *Désormais, ce sont ces instances, en particulier la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) qui orientent les destinées de notre pays et prennent toutes les décisions à notre place. On assiste ainsi à une complète marginalisation des secteurs haïtiens de tous les espaces stratégiques de décision. A travers la CIRH, se pratique une double exclusion : celle des institutions étatiques et celle du mouvement social. L'existence de la CIRH participe du processus de destruction des institutions et de l'économie haïtienne.*

Nous réclamons la disparition de la CIRH dont l'existence constitue un affront à notre dignité collective. Les budgets relatifs aux projets spécifiques visant la réhabilitation et la mise en place de nouvelles infrastructures doivent être gérés par les organes compétents de l'Etat dans chacun des domaines concernés. Il faut mettre un terme à la création d'organisme parallèle qui accélère la destruction de l'Etat. Nous réclamons de préférence la mise en place de mécanismes nouveaux et efficaces de contrôle social assurant la participation des couches majoritaires du pays dans les prises de décision et les orientations stratégiques», lit-on dans ce document.

Les signataires de ce document prônent la rupture totale avec la politique d'exclusion économique et sociale et le modèle de croissance économique qui repose sur la surexploitation. « *Rupture avec le modèle de croissance hyper concentré, extraverti, anti-paysan et anti-national exprimé à travers le modèle de la sous-traitance internationale et celui de la surexploitation, la spéculation, les rentes et les monopoles. Il nous faut construire un modèle de développement qui repose sur l'agriculture, l'agro-industrie tournée vers la satisfaction des besoins prioritaires du marché national en répondant à nos besoins alimentaires et énergiques. Il nous faut un modèle économique en rupture avec la logique de rente et de spéculation et tournée vers la production de richesses, la valorisation de notre culture nationale et la récupération de notre capitale boisée.* », ajoutent-ils.

Après le deuxième tour des mascarades électorales organisées et imposées par la communauté internationale le 28 novembre 2010 et le 20 mars 2011, toutes les discussions avec ses prochains serviteurs fidèles se sont déroulées autours du projet économique de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH). Donc les prochains laquais locaux de l'International auront pour projet économique: la CIRH et come projet politique et social: l'exclusion. Face à cette nouvelle donne politique, les organisations sociales revendiquant la rupture avec le système d'exploitation et le changement social, économique et politique en profondeur en faveur des masses populaires doivent renforcer les structures organisationnelles pour mener la bataille jusqu'à ce que le peuple haïtien prenne son destin en mains pour le bien être de toute la population.

Un ex-chanteur lié aux escadrons de la mort remporte la présidence haïtienne

Par Bill Van Auken

Michel Martelly, l'ex-chanteur de Kompa qui se présente comme un outsider politique et un champion du «changement», a été nommé, lundi, le vainqueur du second tour de l'élection présidentielle en Haïti avec 67,57 pour cent des suffrages exprimés.

Son adversaire, Mirlande Manigat, 70 ans, l'épouse de l'ancien président de droite et historien, Leslie Manigat, a été créditée de moins de 32 pour cent des suffrages. Elle a dénoncé les résultats qualifiés de résultats d'un «complot» et a déclaré que l'élection s'est ramenée à un «hold-up» politique.

Dès le début du mois de Novembre dernier, les élections haïtiennes ont été marquées par des fraudes à la pelle, privation des droits civiques et intervention grossière de Washington et de la «communauté internationale», les deux disposés à l'installation d'un régime docile pour aider à réprimer la population de cette nation caraïbéenne appauvrie et ravagée.

Quinze mois après le tremblement de terre de Janvier 2010 qui a tué quelque 300.000 personnes et rasé une bonne partie du pays, Haïti demeure un pays dévasté, avec plus de 800.000 personnes vivant dans des tentes installées dans des camps et plus de la moitié de la population au chômage. Une épidémie de choléra continue de s'aggraver; une étude récente menée par la Harvard School of Public Health projette 800.000 infections de plus et 11.000 décès additionnels d'ici Novembre de cette année. Le pays reste toujours occupé par 12.000 soldats et policiers des Nations Unies sous la direction de militaires brésiliens.

Entre-temps, les engagements pris par les gouvernements du monde, y compris les États-Unis, à la suite du tremblement de terre, demeurent impayés. Des 5,5 milliards de dollars promis et échelonnés pour être remis sur trois ans, seulement $ 1.28 milliards ont été déjà octroyés.

Les élections ont été efficacement boycottées par les trois quarts des électeurs éligibles. Martelly, qui a proclamé que le peuple haïtien lui avait donné «*le mandat de changer leur vie tout de suite*», a en fait reçu un peu plus de 700.000 voix d'un électorat dont le nombre est de 4,7 millions.

Alors que les médias ont concentré leur attention principalement sur la réputation de Martelly en tant que musicien au comportement provocateur, prompt aux travestis, à baisser ses pantalons sur scène et à l'usage de la drogue, la réalité est que le nouveau président élu a une longue histoire de liens intimes avec les forces les plus réactionnaires aux mains ensanglantées de la politique haïtienne.

Fils d'un gérant d'une compagnie pétrolière, Martelly, populairement connu comme «Sweet Micky», a fait ses études dans une école catholique des milieux de l'élite de Port-au-Prince et a fréquenté le lycée aux États-Unis.

Ses premiers succès en tant que musicien ont coïncidé avec la chute de la dictature des Duvalier et la montée de Jean-Bertrand Aristide, un prêtre catholique, populiste, devenu le premier président du pays élu au suffrage universel en 1990, poré au pouvoir sur un programme de réformes auquel s'est violemment opposée l'élite opulente du pays. Au bout de neuf mois à peine, il fut renversé par un coup d'Etat militaire de droite dirigée par le général Raoul Cédras, qui inaugura un règne de terreur qui a coûté la vie à quelque 4.000 Haïtiens.

Un profil de Martelly par le Washington Post, en 2002, le décrit comme un «*favori des voyous qui ont travaillé au nom de la dictature haïe de la famille Duvalier avant sa chute en 1986.*»

Avant le coup d'Etat de 1991, Martelly tenait une boîte de nuit à Port-au-Prince, un lieu de rencontre des militaires et des éléments de l'élite dirigeante du pays, où il se lia d'amitié avec les éléments les plus directement impliquées dans le renversement d'Aristide. Il a publiquement proclamé son amitié pour le lieutenant-colonel François Michel, un militaire formé aux États-Unis et qui est devenu le chef de la police secrète sous Cédras, la personne la plus directement responsable de l'organisation de la répression sanglante durant cette période.

Martelly a été accusé d'avoir rejoint les escadrons de la mort organisés par François pour traquer et assassiner des dirigeants et des membres du parti Lavalas d'Aristide.

Après le bref rétablissement d'Aristide en 1994, suite à un accord avec l'administration Clinton par lequel le prêtre populiste consentit à mettre en œuvre les politiques des États-Unis et du FMI, Martelly déménagea à Miami, où il a continué sa carrière musicale.

Après la deuxième élection d'Aristide à la présidence en 2000, et alors que l'administration Bush lançait une campagne de déstabilisation économique et politique contre son gouvernement, Martelly est retourné en Haïti et est devenu un opposant déclaré au président haïtien.

Suite au coup d'État de Février 2004 témoin du renversement d'Aristide renversé par des agents d'opérations spéciales américaines et livré sur un avion en partance vers l'Afrique Centrale pour l'emmener en exil, Martelly a organisé un concert à Port-au-Prince – alors occupée par les Marines des États-Unis – avec comme slogan : «Gardez-le hors du pays ! «

Bien que cela soit les vraies références politiques du président élu, il a essayé de rester à distance d'elles au cours de la campagne électorale, malgré qu'il se soit lancé à l'occasion dans des tirades obscènes contre le parti Fanmi Lavalas («Famille Lavalas» - «lavalas» est le créole pour «avalanche» ou «cascade») formé des partisans d'Aristide. Bien qu'il soit le seul parti en Haïti avec une véritable base populaire, Fanmi Lavalas a été systématiquement exclu des joutes électorales depuis le renversement d'Aristide.

Martelly doit sa victoire électorale directement à Washington. Après le premier tour des élections du 28 Novembre 2010, lui et 11 autres candidats, y compris Manigat, ont publié une déclaration commune demandant que les résultats soient annulés en raison de

Suite à la page (19)

De devanture en derrièreture

Par Fanfan La Tulipe

« Et la rare prudence à laquelle on doit tendre
N'est que le fruit tardif du travail et du temps»
Caton l'Ancien (Distiques)

Le proverbe dit que prudence est mère de sûreté. Un autre proverbe recommande de ne pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Même que je me démêle couci-couça en italien, je peux au moins écrire *chi va piano va sano*. Il faut aller doucement, *piano*, sans tambour ni trompette, pour arriver sano, sûrement au but, ce qui peut être au bout de mille peines. Il faut bien chercher l'ours, marcher avec prudence dans la forêt des incertitudes de la vie, autrement c'est l'ours qui vous tombe dessus et vous mange tout cru. Aussi ne faut-il pas prendre tous ses désirs, ses fantasmes pour des réalités, on ne pas croire qu'on a l'ours à portée de fusil avant même de l'avoir entendu hurler. Parfois, il est recommandé de savoir hurler avec les loups. Et même quand on a entendu les hurlements de l'animal, il ne faut pas crier la mariée trop belle, la peau de l'ours trop belle, c'est la prudence qui le recommande. En politique surtout, la prudence est de rigueur. Il ne faut pas s'emballer. C'est ce qui est arrivé à Mirlande Manigat lors des derniers ébats électoraux auxquels avec imprudence elle s'est prêtée.

Bien sûr, elle s'est imprudemment fiée et confiée à son mari qui *n'a pas échoué* mais a *failli réussir*. C'est dire qu'au départ Madame avait déjà fait fausse route. Elle était mal embarquée, la pauvrette, la pauvrichonne. Le ver de l'échec était déjà dans le fruit électoral de Madame. Mais aveuglée par le mirage du fauteuil bourré que lui avait fait miroiter son mari encore sonné sous le coup de deux échecs insupportables pour une lumière intellectuelle haïtienne qui avait été «*une tête de classe pour tout le reste du primaire et du secondaire*», un astre stellaire dont la grand-mère maternelle «*se prénommait Laure en référence à la Laure de Pétrarque*», une comète dont la «*mère se prénommait Haydée, prénom tiré du roman "Le comte de Monte Cristo"*», un génie dont la lignée Manigate revendique «*le duel politique de l'ancêtre de la famille, le premier Guillaume Manigat avec notre Toussaint Louverture pour la suprématie du pouvoir politique*», sans oublier «*le général Saint Surin François Manigat, mon grand-père*» d'autant que c'est avec lui que «*le nom* [des Manigat] *revient en étoile de première grandeur*», Madame a donné dans le piège à cons des élections du connard Préval.

Madame planait dans les espaces intersidéraux de la famille Manigate et n'a pu se rendre compte que l'acide désoxyribonucléique de l'échec est partie constitutive des chromosomes de la lignée Manigate, de Guillaume (qui ne fut pas un Conquérant) à Leslie, «*quarante-sixard sans être communiste pour le moins du monde*». En 1946, Leslie avait quinze ans; contrairement à Dépestre, à Jacques S. Alexis et à Bloncourt, il n'avait jamais rêvé de «*lendemains qui chantent*». Dommage ! N'empêche que quarante ans plus tard, l'éthylique Namphy l'a fait chanter et lui a fait chanter un Requiem présidentiel en la mineur, un certain 20 juin 1988. La prudence ne peut être que bonne conseillère, mais Madame s'en est plutôt remise à l'imprudence politicienne de son homme prédestiné (à deux échecs), prénommé Leslie François Roc, «*Leslie, que mon père tenait de Lelius, lieutenant de César, anglicisé…Roc pour manifester la confiance en un destin futur de solidarité inébranlable voulue par les dieux*». Comment est-ce qu'une femme aussi bien formée a-t-elle pu laisser déformer sa pensée et le meilleur de ses élans intellectuels et politiques par un éternel perdant ? Je ne pige vraiment pas comment.

Mais revenons à la candeur Sainte-Rose-de-Lima-rose-bonbon-rose-liserée de Madame Mirlande. On se rappelle qu'elle avait accepté une voiture blindée offerte par Préval, l'homme des coups tordus. Apparemment, la présidence aurait fait procéder au renforcement de la garde qui veille aux barrières du Louvre, pardon, de la résidence du professeur Leslie à Marin-en-Plaine, au haussement du mur du domicile présidentiel (puisque l'homme fut président) et peut-être même aurait contribué au financement en partie de la campagne électorale de Madame (remarquer l'usage du conditionnel, de la prudence). Pour les beaux yeux de la constitutionnaliste ? Pour satisfaire une sublimation du crépusculaire Professeur dans son bonsoir dame ? On peut en douter. En politique, on ne sublime pas et on ne badine pas avec les fantasmes d'anciens adversaires ou rivaux.



Au cours de ses campagnes électorales, Madame se pavanait casquette *devan dèyè* pour, inconsciemment, damer le pion au maître chanteur-*vakabon*.

Toujours est-il qu'après la débâcle du 28 novembre, Madame Mirlande, au lieu de faire un *potekole* avec les Douze en restant ferme sur l'exigence d'annulation de la mascarade prévalo-célestine, préféra se laisser séduire par une ténébreuse promesse faite, dit-on, par Edmond Mulet, de la garder *devan devan nèt* et au besoin de la hisser *pi wo, pi wo nèt*, jusqu'à l'asseoir dans le fauteuil bourré. Madame et son conseiller de mari, dévorés par les démons de la politique traditionnelle de s'en remettre aux combines et calculs magouillards pour prendre d'assaut le palais national (même effondré), se laissèrent prendre au piège de l'animal Muletant. Madame, par un opportunisme fieffé et par une ambition personnelle dévoyée, liée à celle de son Leslie, se démarqua de la prudence et des Douze, pour rejoindre la trinité infernale franco-canado-américaine.

Madame se voyait déjà au haut de l'affiche. Par manque de prudence, elle laissa ce serpent à trois têtes qu'est la Communauté internationale se blottir dans son sein. Madame réchauffa le monstre tricéphale qui après lui avoir imposé un face à face avec Jude Célestin flamba ce dernier dans les flammes de l'OEA. Madame plus imprudente que jamais bomba ses seins et lâcha sa bombe, une formule à décourager et Jude et le chanteur-fesses-au-vent : *m devan, m devan nèt*. Mais la bête ophidienne attendait Madame au Carrefour des *tenten*; elle lui fit croire qu'elle pouvait faire une bouchée du petit animal musicien. Hélas ! Lors d'un exercice baptisé débat, Madame descendit sa pantalette à la grande joie du président du *konpa* qui pensa alors exhiber son trophée lors d'un meeting électoral.

Madame ne comprit rien au machiavélisme du camp ophidien qui depuis longtemps engraissait son petit cochon de Sweet Micky. Comme elle se savait *devan devan nèt*, au cours de ses campagnes électorales, elle se pavana casquette *devan dèyè* pour, inconsciemment, damer le pion au maître chanteur-*vakabon*, alors qu'elle n'a rien d'une vakabonde. Prise dans sa «devanture» électorale, la chose présidentielle n'arrêta pas de lui monter à la tête. A longueur de journée et de nuits sans sommeil, elle entendait la foule de ses partisans, tout le pays en fait, réclamer à l'unisson et en choeur : *ban m manman m* ! Jusqu'à Mulet (disent les mauvaises langues), chaud devant la bande, était aussi dans le *ban m manman m*. Jusqu'à ce lundi 4 avril de la honte.

Alors que *Manman m* semblait bien mener au centre de tabulation, Gaillot Dorsinville qui n'était pas connu comme un noctambule fit une descente nocturne dans l'enceinte tabulatoire. Gwoponyèttement, et somnambuliquement, il fit une «manoeuvre de minuit» qui bascula Madame Mirlande dans l'abîme de la défaite. Les mauvaises langues qui ont fait des études avancées sur les causes du mal noctambulique disent que rarement une pluie de billets verts peut déclencher une somnambulie. De là à dire que c'était le cas pour Dorsinvil, il n'y a qu'un pas. A vous de le franchir à vos risques et périls. On soupçonna alors Dorsinvil de vouloir faire Madame passer de sa position de « devanture» électorale à celle de «derrièreture».

Ce qui devait arriver arriva : le CEP par le truchement des pattes bien graissées du président de l'institution déclara «vainqueur » de la mascarade l'homme trop bien connu pour ses accents musicaux orduriers, Michel Fesses-au-Vent Martelly. Le lendemain de cette annonce en coup de massue sur l'intelligence et la décence, Madame Mirlande, passée de «devanture» en «derrièreture», «*indignée mais pas abattue, sans amertume ni rancœur*», fit une déclaration au cours de laquelle elle évoqua son époux Leslie François Manigat [lui] «*prodiguant conseils et critiques, encouragement dans l'intimité*». Elle dit devoir à ce géant dans la perdance «*d'avoir su éviter des erreurs de jugement* [sic] *sur les hommes et sur les choses de notre pays, grâce à son incomparable lucidité empreinte de vigilance dotée d'une étonnante capacité d'analyse*». Ma parole ! Lucidité ? Vigilance ? Capacité d'analyse ? Etonnant, quand même. Autant de qualités qui finalement sont responsables de l'échec de l'épouse face à un minable minus habens. Dire que d'expérience, Monsieur Leslie aurait dû se rappeler que *nan batèm frize nèg manje kaka chwal.*

Madame a manqué de prudence, en partie par la faute de son illustrissime, célébrissime, lucidissime et vigilantissime époux. La prudence est pourtant bonne conseillère. Madame eut mieux fait de suivre les conseils de Mère Prudence. On la dit mère de beaucoup de choses : mère de sagesse, mère de sûreté, de raison, de courage, de perspicacité, de sagacité, de lucidité, de clairvoyance, de détermination, de succès, de victoire. *Al oun manman, papa* ! *Mezanmi, ban m manman m* !

Plis pase 11 mil deplase entèn sou menas dekspilsyon



Kan Delma

Plis pase 13 mwa aprè tranblemanntè 12 janvye 2010 la, plizyè milyon viktim toujou rete ap viv nan Kan yo sou plas piblik yo, sou teren vid yo nan divès kwen, nan zòn metwopolitèn kapital la. Jounen jodi a plis pase 11 mil viktim sou menas ekspilsyon fòse nan plizyè zòn kouwè : Delma 30 A ak Delma 75. Nan Delma 30, blòk ansyen K-dis la, nan semen pase a, yon jij de pè ak lapolis te debake pou vin mete viktim 12 janvye yo deyò sou yon tèren. Nan Delma 75, nan ri Fragneauville, yon Kan ki genyen 2500 fanmi ajan meri Delma yo te debake nan kan sa a pou mete tout moun deyò. Genyen lòt kote se ajan polis nasyonal Dayiti ki al kraze tant moun yo, jan sa te fèt sou Channmas sou plas Dessalines, plas Petion, plas Catherine Flon sou pretèks y ap chache bandi. Mèt tè yo genyen avoka, jij de pè ak lapolis ak yo lè yo vin mete deplase entèn yo deyò nan Kan yo.

Aprè pwoklamasyon Michel Martelly prezidan menas yo vin pi vizib, avoka yo vin pi awogan sou viktim yo. Tout siy montre byen klè lè Tèt kale fin monte sou pouvwa a, ki reprezante Kan reyaksyonè boujwa pwopriyetè grandon yo avoka yo pral mete anpil viktim deyò.

Pil ak pakèt ONG k ap fè lajan sou do viktim 12 janvye pa fè anyen pou denonse zak briganday sa, yo kontante yo sèlman pou di kantite moun ki te nan Kan yo kòmanse diminye, yo pase de yon milyon 500 mil a 680 mil epoutan se fòse y ap fòse viktim yo kite tèren yo.

ENVITASYON

Nan lide pou ayisyen remèsye tout dirijan konsekan ak tout pèp lòt peyi ki te manifeste solidarite yo anfavè retou prezidan Aristide nan peyi l, lavalasyen vanyan nan Nouyòk envite tout militan pwogresis ak tout senpatizan nan yon gwo sware "rekonesans a Letènèl" pou mèvèy san parèy sa a ki te pèmèt lidè karismatik lavalas la ak fanmi l retounen nan peyi l jou vandredi 18 mas 2011 lan.

Konpatriyòt, jwèt pou ou!
N ap tann nou tout nan oditoryòm legliz Sen Jewòm ki nan kafou Nostrand ak Newkirk samdi 16 avril apati 6zè diswa pou yon akolad wololoy, nan kè kontan ak manje, bwè, refleksyon.
Antre gratis

Pou enfòmation, rele nan
718-282-1075 • 718-362-6763 • 917-662-3725

Asasina yon polisye USGPN

Madi 5 avril pase a, plizyè bandi ame asasine Yvel Lauture, yon polisye ki te nan INITE sekirite gad palè nasyonal (USGPN), ki t al touche lajan li te genyen nan bòlèt, nan ri Saint-Honoré, ki chita nan sant kapital la. Li te 2 zè nan aprè-midi, lè Yvel Lauture te antre nan bank bòlèt la ki pote non père Eternel pou l t al touche lajan an, lè l parèt devan kès la, selon kèk temwen, moun ki responsab kès la fè l pase dèyè kès la, pandan l ap parèt, bandi yo ki te kache andedan an ouvè kout zam sou li, krible Yvel Lauture ak bal, kraze tout tèt li e li te mouri lapoula. Aprè lò bandi yo te fin komèt zak kriminèl sa a, selon temwen yo ki ta 2, te vire ale san kè sote. Se te vè 4 trè konsa yo te vin leve kadav la.

Daprè enfòmasyon ki t ap sikile nan zòn la aprè zak kriminèl sa a, ta sanble misye te genyen 62,500 goud nan bòlèt la jou sa a. Moun ki t ap obsève sèn tèrib sa a fè konnen se yon kou monte yo te prepare pou polisye USGPN sa a ki abitye genyen nan bank bòlèt sa a.



Yvel Lauture, yon polisye ki nan INITE sekirite gad palè nasyonal (USGPN)

Aprè asasina planifye e egzekite sa a, lapolis te debake nan zòn lan, antre nan bank bòlèt la arete tout moun epi fè plizyè lòt arestasyon moun yo ta sispèk ki genyen bonjan enfòmasyon sou kou monte sa a. Pandan lapolis t ap fè arestasyon, anpil moun t ap obsève zak kriminel sa a. Depi kòmansman ane 2011 lan anpil polisye tonbe anba bal bandi e kou planifye sa a vin ogmante lis polisye bandi yo touye.

KREYÒL

Claude Rouzier, youn nan viktim diktati Duvalier yo, mouri

Claude Rouzier, 71zan, mouri lakay apre yon kriz kadyak, vè 9vè nan maten lendi 11 avril 2011 nan.

M. Rouzier te pase 11zan nan prizon tonton makout. Li se youn nan pi gwo mati rejim rejim represyon an. Nan liv « Triyang lanmò, jounal yon prizonye ayisyen 1966 – 1977 » li te ekri, li te rakonte tout jan yo te konn tòtire moun ki te kont rejim Duvalier yo.

Claude Rouzier ak Robert Duval ki te anonse lanmò a, se 2 ansyen prizonye politik ki te depoze plent kont Jean Claude Duvalier aprè li te retounen nan peyi Dayiti.

Aksidan sou wout nasyonal #1 4 moun mouri, anpil lòt blese nan

Sou wout nasyonal #1 an nan zòn Lestè, yon machin prive, ki te gen etidyan nan fakilte dwa ki te soti Gonayiv nan yon seminè, te al frape ak yon kamyonèt ki t ap fè trajè Gonayiv/Lestè. Pami 4 moun ki mouri yo, gen 2 etidyan. Moun ki blese yo te al lopital pou resevwa sen ki nesesè.

Ansyen anbasadè dominiken ann Ayiti kontan poutèt Mme Manigat ki pa prezidan

Alberto Despradel, ansyen anbasadè peyi Sen Domeng ann Ayiti, panse se yon souflèt pèp ayisyen an bay Mme Mirlande Manigat lè yo chwazi Michel Martelly pou prezidan peyi Dayiti. Alberto Despradel di Mme Manigat se yon anti dominiken menm jan ak mari l Leslie Manigat. Li menm rive rele Myrlande Manigat « yon aristokrat » savledi yon moun ki soti nan klas privilejye.

Alberto Despradel se yon patizan zele nouvo prezidan an, li kwè viktwa Michel Martelly a se yon ....

Direktè jeneral TNH la rele 3 jounalis li revoke yo lajistis

Apre yon vizit nouvo prezidan an, Michel Martelly, te fè nan Televizyon Nasyonal Dayiti jou 5 avril 2011 la, M. Pradel Henriquez, direktè jeneral TNH la, revoke redaktè ki alatèt televizyon an Eddy Jackson ak 2 lòt jounalis Josias Pierre ak Jacques Innocent. M. Henriquez repwoche jounalis yo kòmkwa yo pat kache yo pa patizan kandida eli a.

Sa ki pirèd la, M. Henriquez menm rele 3 mesye yo lajistis e li reklame pou yo ta bouche yo nan prizon pou 3zan epitou pou yo ta peye Leta 50 milyon goud pou domaj enterè.

Bò kote pa yo, 3 jounalis yo akize direkte jeneral la kòm moun ki t ap fè pwopagann pou Michel Martelly pandan kanpay li nan 2zyèm tou a. Jounalis yo fè konnen tan antèn gratis yo te bay 2 kandida yo pa te egal. Li te plis anfavè Martelly ki te jwenn 45 minit, alòske Mme Manigat te gen sèlman 10 minit pou l te pale. Mesye yo ale pilwen nan akizasyon yo kote yo repwoche responsab Tele Nasyonal la difèt li te pase pandan 4trèd tan yon konsè-rankont chantè a te fè pandan kanpay li a, pandanstan lòt kandida a pat jwenn anyen ditou.

Repòtè san Fwontyè mande pou yo reprann jounalis yo nan travay yo rapidopresto. Yo panse si depi kounye a pandan Asosyasyon Jounalis Ayisyen an (AJH) ap ankadre jounalis ki revoke yo tankou ba yo avoka, gen anpil lòt avoka tou ki pwomèt pou asiste mesye yo lajistis.

Kesyon ki kòmanse ap poze : eske se menm pratik baboukèt nan bouch laprès la ki pral rekomanse jan sa te konn fèt sou ansyen rejim diktati yo ?

Manigat et Martelly, une injuste utilisation des procès-verbaux pour fraude ?

Par Robert Benodin

Habemus papam ! Martelly est élu en raz-de-marée à 67% ! Coïncidence bizarre, le même pourcentage de voix obtenu par Aristide en décembre 1990 au lendemain de son plébiscite organisé et financé par l'ambassadeur de France, Jean-Raphael Dufour. Avec la nuance qu'après 20 ans, l'électorat se chiffre à 4 260 540. Le nombre de voix obtenu par Martelly, 716 986, n'a atteint ce nombre qu'après la réintégration des procès-verbaux mis en quarantaine pour fraude par les observateurs de l'OEA et du CARICOM. De fait, le vrai pourcentage des voix obtenu par Martelly relatif à l'électorat, n'est que de 16.82%. Est-ce ça, la vox populi ? Que disent les 83.17%, soit 3 543 554 autres citoyens de l'électorat ? Il y a-t-il lieu vraiment d'évoquer la notion de légitimité dans ce cas ? Même avec un haut pourcentage de voix à l'urne, la faiblesse de la participation tend à vous la dérober !

Force est de constater et surtout de comprendre que c'est par le biais des procès-verbaux annulés pour fraude, que Michel Martelly a pu être récupéré, remplaçant le candidat du gouvernement, Jude Célestin, pour participer au second tour ? N'y a-t-il pas maintenant, dans le cas du second tour entre Manigat et Martelly, une injuste utilisation de deux poids et de deux mesures, concernant la mise en quarantaine des procès-verbaux pour fraude ? C'est le président du CEP, Gaillot Dorsinvil, qui a réintégré dans le décompte des voix, ceux appartenant aux procès-verbaux mis en quarantaine pour fraude. Qui détient assez d'autorité pour ordonner le dimanche 3 avril, à la dernière minute, à Gaillot Dorsinvil, président du CEP, de réintégrer ces procès-verbaux mis en quarantaine pour fraude ? Alors que ces procès-verbaux, écartés dès le début de la tabulation, en sa présence et à sa connaissance, n'ont jamais soulevé aucune réticence, ni protestation de sa part.

Il est arrivé qu'Edmond Mulet, le chef civil de la Minustah, a appelé le président du Sénat Kelly Bastien pour lui dire de préparer la prestation de serment de Martelly. Qu'il a contacté madame Manigat qui a déjà consenti à sa défaite. Lorsque le président du Sénat a contacté Mirlande Manigat, grande fut sa surprise d'entendre qu'Edmond Mulet n'avait jamais contacté madame Manigat. Quand Kelly Bastien a rappelé Edmond Mulet pour lui faire savoir, ce qu'il vient d'apprendre de Mirlande Manigat, Edmond Mulet lui a répondu, qu'il voulait seulement l'informer de la décision et qu'il n'avait pas à appeler Madame Manigat. Pris de court, Edmond Mulet dit : « Que devra-t-on faire pour réparer cette gaffe ? »

Il n'y a pas que cela. D'autres, depuis le vendredi 1er avril, ont accusé réception d'un courriel envoyé par Edmond Mulet annonçant la décision communiquée au président du Sénat. Edmond Mulet est-il le seul auteur de cette manœuvre pour imposer la réintégration des procès-verbaux mis en quarantaine pour fraude ? Il serait naïf de n'imputer cette décision qu'à Edmond Mulet. A cause de sa position comme chef civil de la Minustah, il n'en est que le coordinateur et l'exécutant. Il y a eu de fait de plus hautes autorités que lui, à contribuer à cette décision. Jugez en vous-même, ne peut-on pas conclure logiquement, que l'autorité qui a appelé le président du Sénat, soit celle qui a aussi appelé le président du CEP?

Ceux qui croient qu'il y aura rupture avec Martelly, devraient se poser la question : a-t-on jamais constaté de rupture entre le populisme de droite et celui de gauche depuis 53 ans ? Certes, il y a eu des querelles de chapelle, mais pas de rupture. Il y aura peut être un changement de style, dû à la personnalité du nouveau leader. C'est encore la même caste multi-classiste en décrépitude et en pleine décomposition qui a réussi ce sauve-qui-peut, en faveur de la continuité. Y a-t-il lieu de croire que le vieil adage « the devil I know », incité par la pression de certains secteurs, a pesé de tout son poids pour faire réintégrer les procès-verbaux frauduleux ?



L'avènement de Martelly au pouvoir peut déboucher sur un problème très grave pour le populisme. Il n'y a jamais eu jusqu'ici la coïncidence de la présence simultanée de deux leaders populistes occupant le même espace politique, réclamant la même clientèle. Martelly ayant le pouvoir, pourra-t-il forcer Aristide à se soumettre à son autorité ? Aristide revenu précisément pour revendiquer son espace politique, sa clientèle et relancer son parti, acceptera-t-il à se courber à la volonté de Martelly ? Deux xénophobes peuvent-ils coexister dans un même espace politique sans se détruire l'un l'autre ? Il y va de la stabilité du pays !

Ce bras de fer incontournable aura lieu très certainement au cours de la compétition électorale pour la fin d'année. Les élections des autorités locales, qui octroient automatiquement le contrôle de la machine électorale, établiront dans les faits, lequel des deux camps populistes, aura finalement le haut du pavé. Cette décantation est cruciale et incontournable. Certes, Aristide ayant à son passif un patrimoine politique exécrable, après 7 ans d'exil, est-il en train de battre de l'aile, peut-il remonter le courant ? Mais ayant à son actif l'ethnicité et l'origine sociale, pourra-t-il comme dans le passé les exploiter en virtuose ? De fait, Martelly n'a pas l'avantage de l'expérience politique. Mais cependant jouit de la prépondérance d'un pouvoir encore très jeune. Le fait que les relations entre les bases du populisme et le pouvoir politique relèvent plutôt du domaine du mercenariat, donne à Martelly un certain avantage dans cette relation. Pourra-t-il, dans ce laps de temps, entre juin et décembre, développer le contrôle de cette relation fondamentale ? De plus, au sommet de la pyramide, les chantres du populisme qui ont collaboré avec Aristide dans le passé, pour faire leur beurre, mais qui se sont rangés momentanément du côté de Martelly pour assurer la continuité, vont-ils se maintenir du côté du nouveau pouvoir de Martelly et abandonner définitivement Aristide, malgré les affinités ethniques et d'origine sociale qui les lient ? Ou, vont-ils être plutôt en porte-à-faux entre les deux, restant constamment à l'écoute de la réalité politique, pour s'assurer dans quelle direction souffle vraiment le vent ? Car, l'échéance n'est pas à long-terme, mais seulement pour décembre. Mais de plus c'est une situation inédite qui soulèvera de fait tous les vieux démons de la politique. En d'autres termes Martelly pourra-t-il, en un aussi bref délai, mettre fin à l'ascendance d'Aristide, le *sol invictus,* sur les masses populaires ? Voilà le hic !

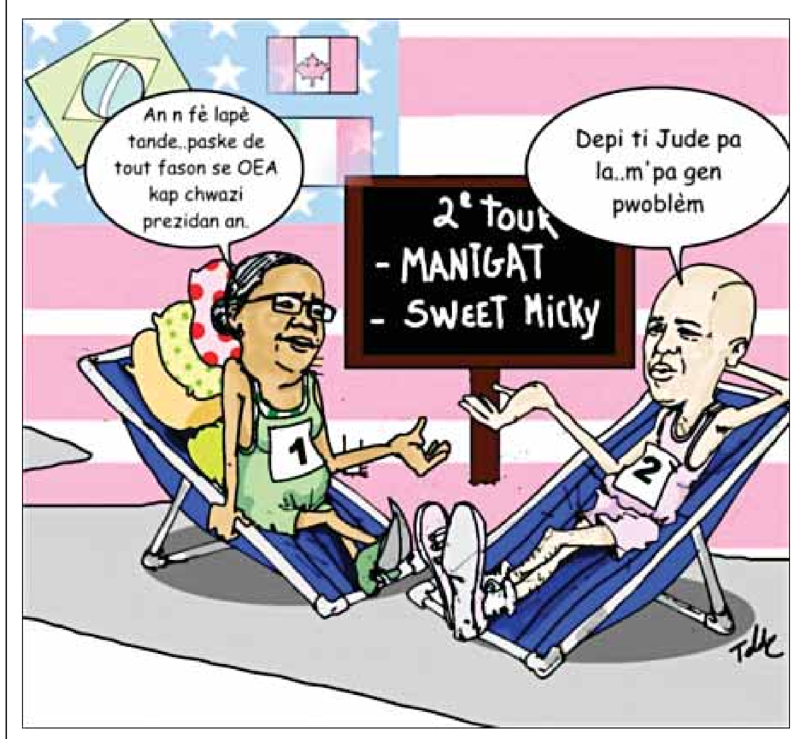
Orlando le 8 avril, 2011

Quelle caricature ce pays!

Par Catherine Charlemagne

Maintenant, c'est clair, net et sans aucun doute possible. En Haïti, tout et n'importe qui peut devenir Président. Mieux encore, peut être chef d'État. Cela fait plus institutionnel, plus protocolaire. Nul n'a besoin d'avoir un parti, une organisation politique ou une quelconque plateforme de mouvements sociaux pour briguer le sommet de l'État. Il suffit d'avoir une grande « gueule » et de savoir jouer à la provocation publique pour être populaire et devenir subitement l'homme providentiel. Il semble que certains appellent cela la démocratie et applaudissent même si le bon peuple peut s'en servir jusqu'à creuser sa propre tombe.

Mais n'est-t-on pas aussi en droit de s'interroger sur cette vertu qui tourne au ridicule toute une nation ? Après la proclamation par le Conseil Électoral Provisoire (CEP) de la victoire incontestable du chanteur Joseph Michel Martelly, le lundi 4 avril 2011, suite au vote du dimanche 20 mars dernier, il y a lieu de se poser cette question : Haïti, en effet, n'est-elle pas devenue une caricature à ciel ouvert ? Le score du candidat de *Repons peyizan*, Sweet Micky soit «67,57%» de voix et celui de sa concurrente, Mirlande Hyppolite Manigat du *RDNP*, affichant seulement «31,74%» de voix, prêtent à controverse et autorisent bien de questions et encore plus de doutes, surtout quand on se rappelle qu'au premier tour, le score était de 21.84 % pour Martelly et de 31% pour Mirlande Manigat. Est-ce vraiment le reflet du caractère volontariste des électeurs, décidés à marquer une nette séparation entre les deux postulants ? On peut se le demander puisque de fait, le vrai pourcentage des voix obtenu par Martelly relatif à l'électorat n'est que de 16.82%, ce qui rend problématique sinon inacceptable une quelconque légitimité du Président élu.



Une partie de la population donnerait-elle l'impression de vouloir sceller la rupture avec cette classe politique qui semble ne rien comprendre à ses aspirations. On n'en sait vraiment rien. Les chiffres du CEP sont dûment contestés par la rivale de Martelly, Mirlande Manigat. Et plus d'un se demandent ce qu'a pu aller faire le président du CEP, Gaillot Dorsinvil, le dimanche 3 avril, en pleine nuit, au centre de tabulation. Y-a-t-il eu anguille sous roche ? Ainsi, toutes les interrogations qui s'en suivent ne sembleraient pas devoir concerner la personne du nouveau Président comme ce fut le cas tout le long de la campagne, mais uniquement le fond de cette victoire relative sur l'élite politique traditionnelle haïtienne.

Pour faire court, tout d'abord, pour comprendre l'élection du chanteur face à la constitutionnaliste, il faudra remonter au premier tour de l'élection, du 28 novembre 2010. Et pour curieux que cela puisse paraître, c'est ce scrutin qui n'en était pas un puisque suspendu depuis midi dans la majeure partie du territoire, qui va confirmer le candidat Michel Martelly dans sa posture de successeur potentiel du Président René Préval. Mieux, ce sont aussi les autres candidats qui vont le confirmer dans son statut de candidat sérieux aux yeux de la population. En effet, à l'appel du boycott lancé par la quasi totalité des candidats afin de dénoncer la mascarade du 28 novembre, personne n'était capable d'imposer son leadership au sein de ce groupe hétéroclite afin de définir une stratégie pour contrecarrer le plan du pouvoir qui souhaitait avoir les deux candidats désignés à l'avance pour le second tour à savoir : Jude Célestin et Mirlande Manigat.

Or, le jour du vote, ni l'un ni l'autre ne s'étaient vraiment détachés du peloton. Jude Célestin avec son statut de candidat d'un pouvoir décrié n'avait aucune chance de peser dans la balance. Son cas dans ce jeu de massacre était réglé avant même l'ouverture des bureaux de vote. Il devrait terminer en toute logique sa course parmi la foule des éliminés. Mais on connaît la suite. Quant à la représente du RDNP, la candidate

Suite à la page (16)

Conseil de Sécurité de l'ONU:
Quelle priorité pour Haïti ?


De gauche à droite le président haïtien René Préval, l'actuel président du Conseil de Sécurité, Juan Manuel Santos et le commissaire de l'ONU en Haïti Bill Clinton

Par Yves Pierre-Louis

Le mercredi 6 avril 2011, une réunion s'est tenue au Conseil de Sécurité des Nations Unies, à New York, sur l'avenir des forces d'occupation de l'ONU en Haïti, la reconstruction d'Haïti et les priorités pour le prochain gouvernement d'Haïti, qui devrait prendre en charge la gestion du pays à l'été de cette année. A partir de cette date, le président Colombien, Juan Manuel Santos assure la présidence tournante du Conseil de Sécurité pour une période de deux ans. La Colombie détient l'un des 10 sièges non permanents du Conseil à côté des cinq autres membres permanents avec le droit de veto qui ne sont autres que : les Etats-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Chine. A cette réunion, d'autres ministres des Affaires étrangères de l'Amérique du Sud, le président René Préval, le secrétaire général des Nations Unies et l'envoyé spécial de l'ONU et co-président de la CIRH, Bill Clinton y participaient.


Une session du Conseil de Sécurité de l'Onu

Les différentes interventions sur les dossiers d'Haïti ne s'accordent pas, chacune voyait différemment les choses et définissait ses propres priorités pour Haïti, qui ne tiennent pas compte de la réalité et des besoins réels du peuple haïtien. Mais le peuple haïtien a ses propres priorités qui sont le départ inconditionnel de la Minustah, le rejet de la CIRH et tout autre projet visant à la mise d'Haïti sous le protectorat des grandes puissances impérialistes.

L'actuel président du Conseil de Sécurité, Juan Manuel Santos n'est pas passé par quatre chemins pour exiger la transformation des forces d'occupation de l'ONU en Haïti. *« La paix ne se construit pas en augmentant la dépendance. Si la communauté internationale ne tient pas compte des points de vue des Haïtiens, elle ne peut pas servir Haïti. »* De plus, il a rappelé au Conseil de Sécurité que c'est aux Haïtiens de définir les projets et de diriger la reconstruction de leur pays avec la coopération de la communauté internationale. *« Si vous avez une mission d'opérations de l'ONU en Haïti, pourquoi ne pas l'utiliser pour répondre aux besoins immédiats. La communauté internationale doit aider à la reconstruction de logement pour résoudre la situation de milliers de personnes qui vivent encore sous des tentes. La Minustah et les agences* de l'ONU doivent axer leurs activités sur l'aide au développement d'Haïti » a-t-il soutenu. Du président du Conseil de Sécurité de l'ONU, organe décisionnel, le peuple attend que des dispositions soient prises pour mettre un terme à l'occupation d'Haïti.

Le président haïtien René Préval de son côté a repris le même discours prononcé dès le début de son mandat à savoir la transformation des forces d'occupations, la Minustah en Haïti depuis environs sept (7) ans dont le bilan est très catastrophique. *« L'instabilité en Haïti était principalement due au sous-développement, à l'insatisfaction des droits socio-économiques les plus élémentaires de la population. La stabilité ne sera conquise que par les Haïtiens eux-mêmes, avec la solidarité de la communauté internationale qui pourra les accompagner dans l'édification des institutions spécialisées indispensable à l'Etat de droit. Les tanks, les véhicules militaires et les soldats auraient dû céder la place aux bulldozers, aux ingénieurs, à des experts en soutien du système judicaire et pénitentiaire. J'espère qu'après 11 ans nous serons capable de tirer des conclusions utiles pour le renforcement de la stabilité en Haïti. »* a déclaré René Préval devant les quinze membres du Conseil de Sécurité de l'ONU.

De toute façon ce même René Préval, a passé 5 ans à la tête de l'Etat haïtien, il n'a rien fait pour exiger la transformation de la Minustah imposée à Haïti par un accord daté du 9 juillet 2004 et signé par un Premier ministre de facto, Gérard Latortue. Et cet accord n'a jamais été soumis au Parlement haïtien selon les prescrits de la constitution haïtienne de 1987, pour approbation ou rejet. De ce fait, la Minustah est une force illégale qui terrorise la population et viole le droit à l'autodétermination du peuple haïtien, tout en faisant ingérence ouverte dans les affaires politiques internes d'Haïti.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, lors de la présentation de son rapport sur la situation d'Haïti devant le Conseil de sécurité a défini les priorités pour le prochain gouvernement haïtien, devant reposer sur l'établissement d'un Etat de droit en Haïti. *« L'Etat de droit doit être la priorité pour le prochain président d'Haïti. Le peuple haïtien attend que le prochain gouvernement et le Parlement agissent comme un signal d'engagement pour le changement, le nouveau Parlement doit terminer le processus d'amendement de la constitution avant que le prochain président ne soit investi»*, a déclaré le Secrétaire général de l'ONU.

Certains estiment contrairement à Ban Ki-Moon, qu'aucun Etat de droit, aucun Etat démocratique ne peut être établi en Haïti sous la direction des forces d'occupation de l'ONU. *« La souveraineté d'un peuple est le socle de toute l'émancipation sociale »*, disait Jean Jaurès, homme politique français. Les vraies priorités du peuple haïtien ne sont autres que le départ des forces d'occupation de l'ONU, la Minustah, le droit à l'autodétermination, le rejet total de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH).

C'était dans cette optique que le Ministre des Affaires étrangères de la République socialiste de Cuba, Bruno Rodriguez Parilla est intervenu à la tribune du Conseil pour fixer la position de son pays sur la présence des forces d'occupation assurant le protectorat de l'ONU en Haïti. *« La situation humanitaire en Haïti n'est pas de la compétence du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le droit inaliénable du peuple haïtien à l'indépendance et à l'autodétermination doit être enfin respectée. La MINUSTAH n'est pas habilitée à s'immiscer sur le plan politique dans des affaires intérieures qui ne relèvent que des Haïtiens. On ne saurait accepter qu'elle se mêle des choix électoraux ou qu'elle exerce des pressions sur les autorités souveraines dans un sens ou dans un autre. Elle n'est pas non plus habilitée à parler au nom d'Haïti»*, a-t-il dénoncé.

Suite à la page (19)

Libération d'un terroriste aux Etats-Unis


L'ambassadeur de la République socialiste de Cuba en Haiti, Ricardo Gonzalez

Par Yves Pierre-Louis

Le 8 avril 2011, l'Administration de Barack Obama a procédé à la libération d'un terroriste mondialement connu, Luis Posada Carriles, l'auteur intellectuel de plusieurs actes terroristes réalisés dans plusieurs pays, notamment à Cuba, contre la révolution socialiste et contre le chef de la révolution cubaine, Fidel Castro Ruz. Les Etats-Unis ont volontairement libéré un terroriste notoire qui défend leurs intérêts tandis qu'ils gardent injustement en prison chez eux les cinq combattants antiterroriste cubains pour avoir été tout simplement à la recherche d'informations glanées au sein de cellules terroristes cubaines et cubano-américaines opérant depuis la Floride avec leurs activités dirigées contre Cuba.

Qui est Luis Posada Carriles ? L'ambassadeur de la République socialiste de Cuba, Ricardo Gonzalez a retracé le parcours terroriste de Posada Carriles lors d'un entretien avec le journal Haïti Liberté. Selon l'ambassadeur, l'histoire de Posada Carriles est couronnée de crimes et d'actes terroristes. De prime abord, il était un agent fidèle du dictateur Batista ; en tant que tel il a commis des crimes à Cuba avant d'avoir immigré aux Etats-Unis, où il est devenu un agent de la CIA. Il a joué un rôle très important dans des actions terroristes contre la révolution cubaine, en organisant des actes de sabotage contre les installations touristiques et contre le pays, provoquant ainsi de nombreuses victimes.

L'ambassadeur Ricardo a cité le cas d'un jeune entrepreneur italien, Fabio Dicelmo, travaillant à Cuba victime des actes terroriste de Posada. En 1976, Posada Carilles a fait exploser un avion de la Cubana Aviación qui avait fait 73 morts.

Au Venezuela, où il s'était refugié, il est devenu un agent instructeur de la police vénézuélienne. Il a participé à la torture et à la disparition de révolutionnaires vénézuéliens, des délits relevant de l'ordre de crimes contre l'humanité. En l'an 2000, il a organisé une tentative d'attaque contre le président Fidel Castro à Panama, dans une université où Fidel s'était entretenu avec des étudiants.

N'était-ce la vigilance des services de sécurité, cette odieuse tentative aurait coûté la vie au président Castro. Posada Carriles a été arrêté, jugé et condamné ; il a été libéré par la suite. Posada Carilles a toujours joué un rôle important dans des actes terroristes contre les forces progressistes à travers l'Amérique du Sud, particulièrement à Cuba. Dans cette optique, le gouvernement cubain a assimilé

Suite à la page (19)

Michel Martelly's Electoral Coup d'Etat

By Roger Annis

Haiti finds itself today with a neo-Duvalierist as President-elect, thanks to a concerted effort by foreign powers to continue thwarting the social justice aspirations of the Haitian people.

Michel Martelly is closely associated with Haiti's extreme right that twice overthrew elected governments (in 1991 and 2004).[1] He told Canadian Broadcasting Corporation (CBC) Radio's *The Current* on April 7 that Haiti has been "*going in the wrong direction for the last 25 years,*" which corresponds to the time during which the Haitian people have been trying to overcome the legacies of impunity, dependence, and underdevelopment left to them by the Duvalier tyranny.

Martelly has vowed to reconstitute the notorious Armed Forces of Haiti or FAdH, which former President Jean-Bertrand Aristide disbanded in 1995 due to its penchant for making coup d'états and committing massive human rights violations. Former and would-be soldiers are already training in camps around Haiti and waiting for their call to service.[2]

Martelly also says that Haiti's economic and social development depends on convincing more foreign investors to set up shop in Haiti, sweatshops in particular.

The two-round election that landed him in power was foreign-funded and inspired. The United States, Canada and Europe paid at least $29 million to finance it. The victor acknowledges his campaign costs – $1 million in the first round and $6 million in the second round – were largely covered by "*friends*" in the United States. He refuses to say who they are.[3]

His campaign was run by the same Spanish public relations firm – Osto & Sola – that managed the successful but fraudulent election of Felipe Calderón as Mexico's president in 2006.

This was an *exclusionary* political process. Haiti's largest political party, the Fanmi Lavalas, was arbitrarily ruled off the ballot by Haiti's unconstitutionally-formed Provisional Electoral Council (CEP). It was also a vast *disenfranchisement* of much of the Haitian electorate. Voter registration was partial for the first round of voting on Nov. 28, 2010. No additional registration was permitted for the second round vote on Mar. 20. Balloting was marked by fraud and irregularities not just in the first round, but also in the second.


Haitian President-elect Michel Martelly's campaign was run by the same Spanish public relations firm – Osto & Sola – that managed the successful but fraudulent election of Felipe Calderón as Mexico's president in 2006

The UN Secretary General's deputy Special Envoy to Haiti, Nigel Fisher, voiced the Security Council's satisfaction with the election outcome when he spoke to CBC Vancouver on Apr. 5. While acknowledging "*quite a bit of fraud*" in the Nov. 28 balloting, he said that all is forgiven in the second round.

The most damning evidence of all for the election's absence of legitimacy is its exceptionally low participation rate. The CEP's preliminary results, released on Apr. 4, show another record low voter turnout on Mar. 20, about equal to the 23% recorded on Nov. 28. According to the Center for Economic Policy Research in Washington, DC, these are the lowest voter turnouts for a presidential election in the Western Hemisphere since at least 1945.

Much of the world's media has done an astonishing about-face in its coverage of these events. Whereas the first round of voting was presented, rightly, as deeply and irredeemably fraudulent, the second round has, magically, become acceptable to North American and European media and governments. It was not acceptable, however, to the CEP, which is legally "*the final arbiter*" of all Haitian elections. Only four of its members, not the required five, voted to approve the second round.

Most importantly, Michel Martelly, the runner-up candidate to first-round front-runner Mirlande Manigat, was forced on the CEP to be in the run-off by the OAS and Washington. The CEP's calculations showed that Jude Célestin, the candidate of President René Préval's Unity party, place second in the first round.

In Canada, the country's largest circulation daily, the *Toronto Star*, published an editorial on Nov. 30, 2010 condemning the first round vote as a "*fraud*" and said the whole exercise should be rescheduled for a later date.[4] CBC reporters on the ground in Haiti variously called the vote a "*sham*" or a "*complete fraud.*"

Martelly himself called the first round a "*fraud*" and, with 13 other candidates, called on Nov. 28 for the election's annulment... only to backtrack the next day when Edmond Mulet, the head of the UN occupation force MINUSTAH, told him in a phone call that he might win it.

A *Star* editorial on Apr. 9 now welcomes Martelly's "selection," saying: "*The election of political outsider Michel Martelly as Haiti's president is the first sign in many months that the impoverished nation still has a chance to rebuild itself...*"

In the aforementioned interview by CBC with Martelly,[5] program host Anna Maria Tremonti pitched one softball question after another. Martelly comfortably replied with vague generalities of what he will do for Haiti.

The pop culture CBC program *Q* interviewed a correspondent for *Time* magazine on Apr. 7. "*He (Martelly) did seem to run with people who had supported Duvalier,*" admitted guest Rich Benjamin. He then hastened to add that this did not mean that Martelly's politics were "*right wing.*"

"*Sweet Mickey is the candidate of change in the sense he stands outside the political establishment... Depending on the issue, one might call him a progressive and not a conservative,*" he added.

CBC's *Dispatches* interviewed CBC Radio's reporter in Haiti, Connie Watson, on the same date. Sounding like a public relations spokesperson for the president-elect, Watson said Martelly had received "*overwhelming support*" from the Haitian people and has a solid plan to move Haiti forward. (In fact, only 16.7% of the electorate, at most, voted for him.)

Meanwhile, the return from exile of Jean-Bertrand Aristide and his family on Mar. 18 was met with near-silence in Canada's print and broadcast media. Perhaps it believes the words of Canada's ambassador in Haiti last year, that the former president is "*yesterday's story.*" But the tens of thousands of Haitians who flooded into the streets around the Port-au-Prince airport to welcome the Aristides home belie this claim.

Martelly's accession constitutes an electoral coup d'etat. It continues the aims of the 2004 paramilitary coup, namely, to exclude the Haitian people from their own political institutions and to further weaken their aspirations for social justice, so eloquently voiced by Aristide on his arrival in Haiti. [6]

All of this bodes poorly for the massive rebuilding effort that still lies ahead. Aid and reconstruction remain a largely unfulfilled promise. Reconstruction efforts in Haiti have barely begun, a full 15 months after the disaster. More than 95% of the rubble remains to been removed, and less than 10% of the $9 billion pledged by foreign donors last March 31 has been delivered. More than a million people remain homeless, still living in makeshift tent camps, because only 15% of the needed temporary housing has been constructed.

As the manufactured hype surrounding Martelly's election-engineered "*victory*" fades, popular discontent and struggle will come more and more to the fore.

Roger Annis is a coordinator of the Canada Haiti Action Network and resides in Vancouver BC.

[1] www.canadahaitiaction.ca/content/michel-martelly-rightist-and-coup-supporter
[2] www.canadahaitiaction.ca/content/haitis-former-military-waiting-wings
[3] www.nytimes.com/2011/03/18/world/americas/18haiti.html
[4] www.thestar.com/opinion/editorials/article/898698--haitian-election-don-t-let-fraud-prevail
[5] www.cbc.ca/thecurrent/episode/2011/04/07/michel-sweet-micky-martelly/
[6] www.canadahaitiaction.ca/content/aristides-return-haiti-his-speech-and-video-report

Growing Misery in Haiti Leads to Growing Resistance

By Greg Dunkel

Two Haitian public transportation unions — the Owners and Drivers Association and the Federation of Public Carriers — called a one-day general strike Mar. 28 to protest the government significantly raising fuel prices. Gasoline will increase by nearly 12%, diesel by 26% and kerosene by 30%.

The rise in the cost of kerosene, used for cooking and light, will promote use of charcoal, increasing an already severe deforestation problem in Haiti.

What incensed many Haitians, according to the Mar. 30 *Haïti-Liberté*, is that since 2006 the Haitian government has been able to buy petroleum products from Venezuela at subsidized prices.

The strike was very effective, with some observers reporting participation by 80% of the drivers and popular support from customers who had to walk. Calling a strike is a bold move in Haiti where unemployment is so high the government doesn't even measure it.

The Office of the U.N.'s Special Envoy, none other than former U.S. President Bill Clinton, estimates that unemployment, including underemployment, before the January 2010 earthquake was 80%. It has increased since most of Port-au-Prince was destroyed.

Before the earthquake, there were no public sanitation systems in all of Haiti. Since the earthquake, private systems also collapsed, meaning over 1 million homeless people in 1,150 encampments scattered in and around Port-au-Prince have to use 15,000 latrines. Most of the excreta from these latrines and still-functioning private systems is collected and dumped into large, open-air, unlined pits. (www.ayitikaleje.org)

The biggest pit in Trutier, a small community north of Port-au-Prince, is very likely contaminated with cholera. It lies over the Plaine Cul-de-Sac aquifer that supplies most of the water used by private companies that bottle and sell water in Port-au-Prince.

Before the earthquake, only 24% of the houses in Port-au-Prince were connected to a water supply; the unconnected bought water by the bottle or pail-full from vendors. Water prices in Haiti's capital have been among the highest in the world, according to Simon Fass in "*Political Economy in Haiti.*"

On Jan. 29, Haiti's Ministry of Public Health and Population reported that the number of new cholera cases, either hospitalized or treated in a clinic, has fallen dramatically. Doctors Without Borders is closing some of its clinics. But sanitation is still woeful in Haiti; the excreta pit in Trutier is just the worst example.

A Mar. 16 article in the medical journal *The Lancet* claims U.S./U.N. projections are far too low, at about 400,000. It asserts there will be "*779,000 cases and about 11,100 fatalities in the next eight months.*" Expensive antibiotics will be necessary to avoid such a staggering death toll, the article noted.

Given that over a million are still homeless, just improving the Haitian people's access to clean water and sanitation will take a major struggle and big investments. While 50 countries announced big donations, the amount of aid they've actually delivered to Haiti ranges from 25 to 100 percent. (Office of the U.N.'s Special Envoy)

The U.S. promised to give Haiti $1.15 billion for reconstruction but only $120 million has arrived. Promised aid from France, Haiti's former colonial power, is also in arrears. (Mother Jones, Jan./Feb. 2011)

More important than the U.S.'s undelivered aid is its direct interference in Haiti's internal affairs. In November 2010, under the supervision of an illegal U.N. military occupation which has been in place for eight years, the Haitian government held an election widely considered fraudulent. Then the big boss stepped in. On Jan. 30, Secretary of State Hillary Rodham Clinton went to Haiti to tell the government which first round candidates qualified for the runoff.

On Apr. 4, the Haitian government announced that Michel Martelly won the Mar. 20 runoff for president.

A version of this article was originally published in Workers World.

Par Thierry Meyssan*

Depuis plusieurs années, l'idée s'est répandue que le Groupe de Bilderberg serait un embryon de gouvernement mondial. Ayant eu accès aux archives de ce club très secret, Thierry Meyssan montre que cette description est une fausse piste utilisée pour masquer la véritable identité et fonction du Groupe : le Bilderberg est une création de l'OTAN. Il vise à convaincre des leaders et à manipuler l'opinion publique à travers eux pour la faire adhérer aux concepts et aux actions de l'Alliance atlantique.

Chaque année, depuis 1954, une centaine des plus éminentes personnalités d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord se réunissent —à huis clos et sous très haute protection— au sein du Groupe de Bilderberg. Leur séminaire dure trois jours et rien ne transparait de leurs débats.

Depuis la dislocation de l'Union soviétique, des journalistes se sont intéressés à cette organisation élitiste et secrète. Certains auteurs y ont vu un embryon de gouvernement mondial et lui attribuent les principales décisions politiques, culturelles, économiques et militaires de la seconde moitié du XXe siècle. Une interprétation qu'a relayée Fidel Castro, mais que rien n'est venue confirmer, ni infirmer.

Pour savoir ce qu'est ou n'est pas le Groupe de Bilderberg, j'ai cherché des documents et des témoins. J'ai eu accès à l'intégralité de ses archives pour la période 1954-1966 et à de nombreuses pièces ultérieures, et j'ai pu discuter avec un de ses anciens invités que je connais de très longue date. Aucun journaliste à ce jour, et certainement pas les auteurs à succès qui ont popularisé les clichés actuels, n'a eu accès à tant de documents internes du Bilderberg. Voici ce que j'ai découvert et compris.

La première réunion

70 personnalités, issues de 12 pays, participent à la première réunion du Groupe. C'est un séminaire de trois jours, du 29 au 31 mai 1954, près d'Arnhem (Pays-Bas). Les invités sont répartis dans deux autres hôtels avoisinants, mais les débats se tiennent dans l'établissement principal qui donna son nom au Groupe.

Les invitations, à en-tête du Palais de Soestdijk, sont sybillynes. : « J'apprécierais vivement votre présence au congrès international, sans caractère officiel, qui se tiendra aux Pays-Bas vers la fin du mois de mai. Ce congrès désire étudier un certain nombre de questions d'une grande importance pour la civilisation occidentale et a pour but de stimuler le goodwill et l'entente réciproques grâce à un libre échange de vues ». Elles sont signées du prince consort des Pays-Bas, Bernhard zur Lippe-Biesterfeld, et accompagnées de quelques pages d'informations administratives sur le transport et l'hébergement. Tout au plus, y apprend-on que les délégués seront issus des États-Unis et de 11 États ouest-européens, et que 6 séances de travail de 3 heures chacune, sont prévues.

Vu le passé nazi du prince Bernhard (qui avait servi dans la cavalerie SS jusqu'à son mariage en 1937 avec la princesse Juliana) et dans le contexte du McCarthysme, il est clair que les « questions d'une grande importance pour la civilisation occidentale » tournent autour de la lutte contre le communisme.

Une fois arrivés sur place, l'impression des invités est tempérée par les deux présidents de séance : l'entrepreneur états-unien John S. Coleman et le ministre belge sortant des Affaires étrangères Paul van Zeeland. Le premier est un militant du libre-échange, le second est un partisan de la Communauté européenne de Défense (CED) [1]. Enfin, on aperçoit en bout de tribune Joseph Retinger, l'éminence grise des Britanniques. Tout cela laisse à penser que les monarchies hollandaise et britannique ont sponsorisé cette réunion pour soutenir la Communauté européenne de Défense et le modèle économique du capitalisme libre-échangiste, face à l'anti-américanisme que promeuvent communistes et gaullistes.

Cependant, les apparences sont trompeuses. Il ne s'agit pas de faire campagne pour la CED, mais de mobiliser les élites pour la Guerre froide.

S.A.R. le prince Bernhard a été choisi pour convoquer ce congrès parce que son statut de prince consort lui donne un caractère étatique sans pour autant être officiel.

Il masque le commanditaire : une organisation intergouvernementale qui entend manipuler les gouvernements de certains de ses États membres.

John S. Coleman n'est pas encore le président de la Chambre de Commerce des États-Unis, mais il vient de créer le Comité des citoyens pour une politique nationale du Commerce (Citizen's Committee for a National Trade Policy — CCNTP). Selon lui, le libre-échange absolu, c'est-à-dire le renoncement à tous les droits de douane, permettra aux pays alliés des États-Unis d'accroître leur richesse et de financer la Communauté européenne de Défense (c'est-à-dire de réarmer l'Allemagne et d'intégrer sa puissance militaire potentielle au sein de l'OTAN)

Or, les documents en notre possession montrent que le CCNTP n'a de citoyen que le nom. C'est en réalité une initiative de Charles D. Jackson, le conseiller en guerre psychologique de la Maison-Blanche. L'opération est pilotée en amont par William J. Donovan, l'ancien commandant de l'OSS (le service de renseignement US durant la guerre) désormais chargé d'édifier la branche américaine du nouveau service secret de l'OTAN, le Gladio [2].

Paul van Zeeland n'est pas seulement le promoteur de la Communauté européenne de Défense, c'est aussi un politicien de grande expérience. À la Libération, il a présidé la Ligue indépendante de coopération européenne (LICE) dont l'objectif est de créer un union douanière et monétaire. Cette organisation a été mise en place par Joseph Retinger, déjà cité.

Précisément Retinger, qui fait office de secrétaire du congrès de Bilderberg, a servi durant la guerre dans les services secrets anglais (SOE) du général Colin Gubbins. Aventurier polonais, Retinger s'est retrouvé conseiller du gouvernement Sikorski en exil au Royaume-Uni. À Londres, il a animé le microsome des gouvernements en exil, se faisant ainsi le plus beau carnet d'adresse de l'Europe libérée.

Son ami, Sir Gubbins, a officiellement quitté le service et le SOE a été dissous. Il dirige une petite entreprise de tapis et textiles, qui lui sert de « couverture ». En réalité, aux côtés de son homologue Donovan, il est chargé de créer la branche anglaise du Gladio. Il a participé à toutes les réunions préparatoires du congrès de Bilderberg et est présent parmi les invités, assis à côté de Charles D. Jackson.

À l'insu des participants, ce sont donc les services secrets de l'OTAN qui sont la puissance invitante. Bernhard, Coleman et van Zeeland servent de paravents.

N'en déplaise aux journalistes imaginatifs qui ont cru discerner dans le Bilderberg une volonté de créer un gouvernement occulte mondial, ce club de personnalités influentes, n'est qu'un outil de lobbying de l'OTAN pour la promotion de ses intérêts. C'est beaucoup plus sérieux et beaucoup plus dangereux, car c'est l'OTAN qui ambitionne d'être un gouvernement occulte mondial garantissant la pérennité du statu quo international et de l'influence US.

D'ailleurs, la sécurité de chaque réunion ultérieure ne sera pas assurée par la police du pays hôte, mais par les soldats de l'Alliance.

Parmi les dix orateurs inscrits, on relève deux anciens Premiers ministres (Guy Mollet, France et Alcide de Gasperi, Italie), trois responsables du Plan Marshall, le faucon de la Guerre froide (Paul H. Nitze) et surtout un très puissant financier (David Rockefeller).

Selon les documents préparatoires, une vingtaine de participants sont dans la confidence. Ils savent plus ou moins en détail qui sont les tireurs de ficelles et ont rédigé à l'avance leurs interventions. Les moindres détails ont été ajustés et il n'y a aucune part d'improvisation. Au contraire, la cinquantaine d'autres participants ignore tout de ce qui se trame. Ils ont été choisis pour influencer leurs gouvernements respectifs et l'opinion publique de leur pays. Le séminaire est donc organisé pour les convaincre et pour les pousser à s'engager à propager les messages que l'on veut diffuser.

Les interventions ne portent pas sur les grands problèmes internationaux, mais analysent la stratégie idéologique supposée des Soviétiques et exposent la manière dont elle doit être contrée dans le « monde libre ».

Les premières interventions évaluent le danger communiste. Les « communistes conscients » sont des individus qui entendent placer leur patrie au service de l'Union soviétique afin d'imposer au monde un système collectiviste. Ils doivent être combattus. Mais cette lutte est difficile car ces « communistes conscients » sont noyés en Europe dans une masse d'électeurs communistes qui ignorent tout de leurs sombres desseins et les suivent dans l'espoir de meilleures conditions sociales.

Progressivement, la rhétorique se durcit. Le « monde libre » doit affronter le « complot communiste mondial », non seulement de manière générale, mais aussi en répondant à des questions concrètes sur les investissements états-uniens en Europe ou sur la décolonisation.

Enfin, les orateurs en arrivent au problème principal —que les Soviétiques, assurent-ils, exploitent à leur profit— : pour des raisons culturelles et historiques, les responsables politiques du « monde libre » emploient des arguments différents aux États-Unis et en Europe, arguments qui se contredisent parfois. Le cas le plus emblématique est celui des purges organisées par le sénateur McCarthy aux États-Unis. Elles sont indispensables pour sauver la démocratie, mais la méthode choisie est ressentie en Europe comme une forme de totalitarisme.

Le message final, c'est qu'aucune négociation diplomatique, aucun compromis n'est possible avec les « Rouges ». Il faut empêcher coûte que coûte les communistes de jouer un rôle en Europe occidentale, mais il va falloir ruser : comme on ne peut pas les arrêter et les fusiller, il faudra les neutraliser avec discrétion, sans que leurs électeurs eux-mêmes s'en rendent compte. Bref, l'idéologie qui est développée, c'est celle de l'OTAN et du Gladio. Il n'a jamais été dit que l'on truquerait les élections, ni que l'on assassinerait les tièdes, mais tous les participants ont admis que pour sauver le « monde libre », il faudrait mettre la liberté entre parenthèses.

Bien que le projet de Communauté européenne de Défense (CED) ait échoué trois mois plus tard sous les coups de boutoir des députés communistes et « nationalistes extrémistes » (c'est-à-dire gaullistes) au Parlement français, le congrès fut considéré comme un succès. Malgré les apparences, il n'avait pas pour but de soutenir la création de la CED ou toute autre mesure politique précise, mais de diffuser une idéologie dans la classe dirigeante, puis à travers elle dans la société. Objectivement, les Européens de l'Ouest avaient de moins en moins conscience des libertés dont ils étaient privés et ils étaient de plus en plus informés des libertés dont étaient privés les habitants de l'Est.

Le Bilderberg devient une organisation

Un second congrès est donc organisé en France, du 18 au 20 mars 1955. À Barbizon.

Progressivement l'idée que ces congrès seront annuels et qu'ils nécessitent un secrétariat permanent s'impose. Le prince Bernhard se met en retrait lorsqu'il est pris en flagrant délit de trafic d'influence (scandale Lockheed-Martin). Il cède la présidence à l'ancien Premier ministre britannique Alec Douglas Home (1977-80), à l'ancien chancelier et président allemand Walter Scheel (1981-85), à l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre Eric Roll (1986-89), à l'ancien secrétaire général de l'OTAN Peter Carrington (1990-98), et enfin à l'ancien vice-président de la Commission européenne Étienne Davignon (depuis 1999).

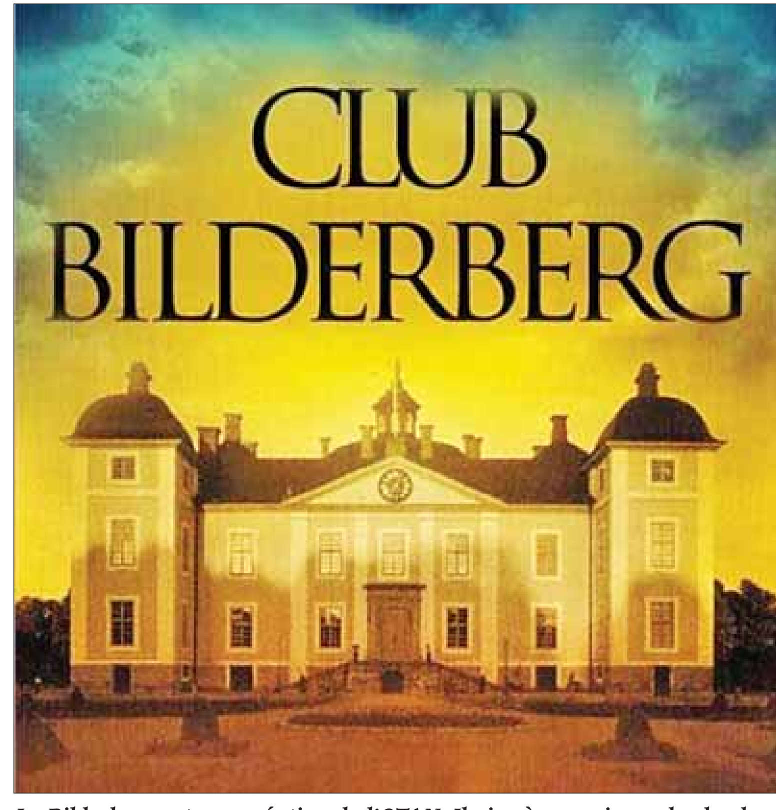
Pendant longtemps, le président du Groupe de Bilderberg est assisté de deux secrétaires généraux, un pour l'Europe et le Canada (les États vassaux), l'autre pour les États-Unis (le suzerain), cependant, il n'y a plus qu'un seul secrétaire général depuis 1999.

D'une année sur l'autre, les débats sont très redondants, c'est pourquoi les invités changent. Il y a toujours un noyau dur qui a préparé le séminaire à l'avance et des nouveaux venus à qui l'on inculque la rhétorique atlantiste du moment.

Actuellement, les séminaires annuels rassemblent plus de 120 participants, dont toujours un tiers forme le noyau dur. Ils ont été sélectionnés par l'Alliance en fonction de l'importance de leurs relations et de leur capacité d'influence, indépendamment de leurs fonctions dans la société. Ainsi, ils restent membres du noyau dur lorsqu'ils changent de métier.

Voici la liste exacte de ce noyau dur, incluant les membres du Conseil d'administration, qui servent de devanture pour les invités, et des membres moins visibles pour ne pas effaroucher les nouveaux venus.

Conseil d'administration



Le Bilderberg est une création de l'OTAN. Il vise à convaincre des leaders et à manipuler l'opinion publique à travers eux pour la faire adhérer aux concepts et aux actions de l'Alliance atlantique.



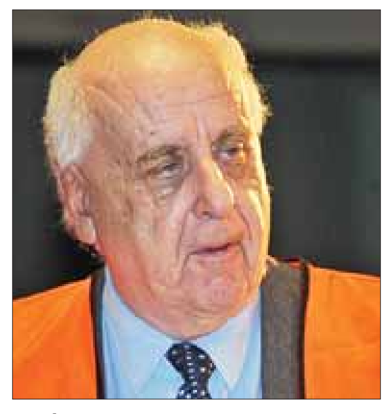
Bilderberger : Nouvel ordre mondial

CE QUE VOU
SUR LE G
BILDE



Ce club de personnalités influentes, n'est qu'un outil de lobbying de l'OTAN pour la promotion de ses intérêts

US IGNOREZ ROUPE DE RBERG



Étienne Davignon, secrétaire général du Groupe de Bilderberg

Josef Ackermann : Banquier suisse, directeur de la Deutsche Bank, vice-président du Forum de Davos.

Roger C. Altman : Banquier états-unien, ancien conseiller des campagnes électorales de John Kerry et Hillary Clinton, directeur de la banque d'affaire Evercore Partners Inc.

Francisco Pinto Balsemão : Ancien Premier ministre socialiste du Portugal (1981-83), président-fondateur du plus important groupe de télévision portugais SIC. (T)

Fran Bernabè : Banquier italien, actuel patron de Telecom Italia (T)

Henri de Castries : Pdg de l'assureur français AXA

Juan Luis Cebrián : Directeur du groupe de presse écrite et audiovisuelle espagnole Prisa.

W. Edmund Clark : Banquier canadien, PDF de Toronto-Dominion Bank Financial Group

Kenneth Clarke : Ancien vice président de British American Tobacco (1998-2007), Garde des sceaux et ministre britannique de la Justice, vice-président du Mouvement européen UK.

George A. David : Pdg de Coca-Cola.

Étienne Davignon : Homme d'affaire belge, ancien vice-président de la Commission européenne (1981-85), actuel vice-président de Suez-Tractebel.

Anders Eldrup : Pdg de la société danoise des gaz et pétrole DONG Energy.

Thomas Enders : Directeur d'Airbus.

Victor Halberstadt : Professeur d'économie à l'université néerlandaise de Leiden, il conseille diverses sociétés telles que Goldman Sachs ou Daimler-Chrysler.

James A. Johnson : Financier états-unien, il fut un des principaux responsables du Parti démocrate et un des artisans de l'investiture de Barack Obama. Il est vice-président de la banque d'affaire Perseus.

John Kerr of Kinlochard : Ancien ambassadeur du Royaume-Uni à Washington, vice-président du groupe pétrolier Royal Dutch Shell (T)

Klaus Kleinfeld : Pdg allemand du géant états-unien de l'aluminium, Alcoa.

Mustafa V. Koç : Pdg de la holding Koç, première entreprise turque.

Marie-Josée Drouin-Kravis : Éditorialiste économique dans la presse écrite et audiovisuelle canadienne. Chercheuse au très militariste Hudson Institute. Elle est la troisième épouse de Henry Kravis.

Jessica T. Mathews : Ancienne directrice des affaires globales au Conseil de sécurité nationale des Etats-Unis. Actuelle directrice de la Fondation Carnegie.

Thierry de Montbrial : Économiste, directeur-fondateur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de la World Policy Conference.

Mario Monti : Économiste italien, ancien commissaire européen à la concurrence (1999-2005), co-fondateur du Spinelli Group pour le fédéralisme européen.

Egil Myklebust : Ancien président du patronat norvégien, directeur de Scandinavian Airlines System (SAS).



Henry Kissinger, principal responsable des invitations au Groupe de Bilderberg

Matthias Nass : Directeur adjoint du quotidien allemand Die Zeit

Jorma Ollila : Homme d'affaire finlandais, ancien Pdg de Nokia, actuel président du groupe pétrolier Royal Dutch Shell.

Richard N. Perle : Ancien président du Conseil consultatif de Défense du Pentagone, il est un des principaux leaders des Straussiens (les disciples de Leo Strauss) et à ce titre, une figure majeure du néo-conservatisme.

Heather Reisman : Femme d'affaire canadienne, Pdg du groupe d'édition Indigo-Chapters.

Rudolf Scholten : Ancien ministre autrichien des Finances, gouverneur de la Banque centrale.

Peter D. Sutherland : Ancien commissaire européen irlandais à la concurrence, puis directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce. Ancien directeur de BP. Actuel président de Goldman Sachs International. Ancien président de la section européenne de la Commission trilatérale, et vice-président de l'European Round Table of Industrialists, actuel président d'honneur du Mouvement européen Irlande.

J. Martin Taylor : Ancien député britannique, Pdg du géant de la chimie et de l'agroalimentaire Syngenta.

Peter A. Thiel : Chef d'entreprise états-unien, Pdg de PayPal, président de Clarium Capital Management et à ce titre actionnaire de Facebook.

Daniel L. Vasella : Pdg du groupe pharmaceutique suisse Novartis.

Jacob Wallenberg : Banquier suédois, il est administrateur de nombreuses compagnies transnationales.

Membres cachés du noyau dur

Carl Bildt : Ancien Premier ministre libéral de Suède (1991-94), ancien envoyé spécial de l'Union européenne puis de l'ONU dans les Balkans (1995-97, 1999-2001), actuel ministre suédois des Affaires étrangères. (T)

Oscar Bronner : Pdg du quotidien autrichien Der Standard.

Timothy C. Collins : Financier états-unien, directeur du fond de placement Ripplewood. (T)

John Elkann : PDG du groupe italien d'automobile Fiat (son grand-père Gianni Agnelli fut pendant quarante ans un des animateurs du Groupe de Bilderberg. Il a hérité de la fortune familiale après le décès de mort naturelle de son grand-père Giovanni et la mort prématurée de son oncle Edoardo. Cependant, des sources policières sont convaincues que Edoardo a été assassiné après qu'il se soit converti à l'islam chiite, de sorte que la fortune revienne à la branche juive de la famille).



David Rockefeller, conseiller du Groupe de Bilderberg

Martin S. Feldstein : Ancien conseiller économique de Ronald Reagan (1982-84), et actuel conseiller économique de Barack Obama. Il a aussi été conseiller de George W. Bush pour le Renseignement extérieur. Il enseigne à Harvard. (T)

Henry A. Kissinger : Ancien conseiller de sécurité nationale des Etats-Unis et secrétaire d'Etat, personnalité centrale du complexe militaro-industriel US, actuel président de la société de conseil Kissinger Associates.

Henry R. Kravis : Financier états-unien gestionnaire du fond de placement KKR. Il est un des principaux collecteurs de fonds du Parti républicain.

Neelie Kroes : Ancienne ministre néerlandaise libérale des Transports, commissaire européenne à la concurrence, et actuelle commissaire à la société numérique.

Bernardine Léon Gross : Diplomate espagnole, secrétaire général de la présidence du gouvernement socialiste de José-Luis Zapatero.

Frank McKenna : Ancien membre de la Commission de surveillance des services de renseignement canadiens, ambassadeur du Canada à Washington (2005-06), vice-président de la Banque Toronto-Dominion.

Beatrix des Pays Bas : Reine de Hollande. Elle est la fille du prince Bernhard.

George Osborne : Ministre britannique des Finances. Ce néo-conservateur est considéré comme un eurosceptique. Il faut comprendre par là qu'il est opposé à la participation du Royaume-Uni à l'Union européenne, mais qu'il est partisan de l'organisation du continent au sein de l'Union.

Robert S. Prichard : Économiste canadien, directeur du groupe de presse écrite et audiovisuelle Torstar.

David Rockefeller : Le patriarche d'une longue lignée de financiers. Il est le plus ancien membre du noyau dur des Bilderbergers. Il est également le président de la Commission Trilatérale, une organisation similaire intégrant des participants asiatiques.

James D. Wolfensohn : Financier australien ayant pris la nationalité états-unienne pour devenir président de la Banque mondiale (1995-2005), aujourd'hui directeur du cabinet conseil Wolfensohn & Co.

Robert B. Zoellick : Diplomate états-unien, ancien délégué au Commerce des États-Unis (2001-05), actuel président de la Banque mondiale.

Les Bilderbergers n'engagent pas les entreprises ou institutions dans lesquelles, ils travaillent. Cependant, il est intéressant d'observer la diversité de leurs secteurs d'activité.

Le lobby de la plus puissante organisation militaire mondiale

Au cours des dernières années, le nombre de sujets abordés lors des séminaires annuels a augmenté en fonction de l'actualité internationale. Mais cela ne nous apprend rien, car ces discussions n'ont aucun objet en elles-mêmes, elles sont juste des prétextes pour faire passer des messages. Malheureusement, nous n'avons pas eu accès aux documents préparatoires les plus récents et ne pouvons que supputer sur les mots d'ordre que l'OTAN s'efforce de diffuser via ces leaders d'opinion.

La réputation du Groupe de Bilderberg a conduit certains auteurs à lui attribuer des capacités de nomination. C'est stupide et cela masque les vrais tireurs de ficelles qui se trouvent au sein de l'Alliance atlantique.

Par exemple, on a rapporté que durant la dernière campagne électorale présidentielle aux États-Unis, Barack Obama et Hillary Clinton ont disparu durant une journée, le 6 juin 2008, pour négocier à l'écart la fin de leur rivalité. Ils se sont en réalité rendus au séminaire annuel du Groupe de Bilderberg, à Chantilly (Virginie, USA). Or, le lendemain, Mme Clinton annonçait qu'elle se retirait de la course. Certains auteurs en ont conclu que la décision a été prise au cours de la réunion du Bilderberg. Ce n'est pas logique, dans la mesure où cette décision était certaine depuis trois jours vu le nombre de voix du sénateur Obama au sein du comité d'investiture du Parti démocrate.

Selon notre source, c'est autre chose qui s'est passé. Barack Obama et Hillary Clinton ont conclu à l'écart un accord financier et politique. Le sénateur Obama a renfloué les caisses de sa rivale et lui a offert un poste dans son administration (Mme Clinton a refusé la vice-présidence et a choisi le département d'État) en échange de son soutien actif durant la campagne contre le candidat républicain. Puis, les deux leaders ont été introduits par James A. Johnson au séminaire du Bilderberg où ils ont assuré les participants qu'ils travailleraient ensemble. Depuis longtemps déjà, Barack Obama était le candidat de l'OTAN. M. Obama et sa famille ont toujours travaillé pour la CIA et le Pentagone [3]. De plus, les premiers financements de sa campagne ont été fournis par la Couronne d'Angleterre via l'homme d'affaire Nadhmi Auchi. En présentant le sénateur noir aux Bilderbergers, l'Alliance atlantique organisait à l'échelle internationale les relations publiques du futur président des États-Unis.

De même, on a rapporté que le Groupe de Bilderberg a organisé un dîner impromptu, hors séminaire, le 14 novembre 2009 au Château de Val Duchesse, propriété du roi de Belgique. L'ancien Premier ministre belge Herman von Rompuy y a prononcé un discours. Or, cinq jours plus tard, il fut élu président du Conseil européen. Là encore, certains auteurs en on conclu à tort que le Groupe de Bilderberg était le « faiseur de roi ».

En réalité, le président de l'Union européenne ne pouvait pas être choisi en dehors des cercles de l'OTAN, puisque — rappelons-le— l'Union européenne est issue des clauses secrètes du Plan Marshall. Et ce choix devait être avalisé par les États membres. Ce type de décision nécessite de longues négociations et ne se prend pas lors d'un dîner entre amis.

Toujours selon notre source, le président du Groupe de Bilderberg, Étienne Davignon, a convoqué ce dîner exceptionnel pour présenter van Rompuy à ses relais d'influence. La chose était d'autant plus indispensable que la première personnalité à occuper la nouvelle fonction de président de l'Union était totalement inconnue en dehors de son pays. Au cours du repas, M. Van Rompuy a exposé son programme de création d'un impôt européen pour financer directement les institutions de l'Union sans passer par les États membres. Il restait aux Bilderbergers à clamer partout où ils le pouvaient qu'ils connaissent Herman von Rompuy et attestent de ses qualités pour présider l'Union.

La réalité du Groupe de Bilderberg est donc moins romantique que certains auteurs à succès l'ont imaginée. L'incroyable déploiement de forces militaires pour assurer sa sécurité n'a pas tant pour objet de le protéger que d'impressionner ceux qui y participent. Il ne manifeste pas leur puissance, mais leur montre que la seule vraie puissance en Occident, c'est l'OTAN. Libre à eux de la soutenir et d'être appuyés par elle, ou de la combattre et d'être inexorablement écrasés.

En outre, bien que le Groupe de Bilderberg ait développé à ses débuts une rhétorique anti-communiste, il n'était pas tourné contre l'URSS et n'est pas aujourd'hui tourné contre la Russie. Il suit la stratégie de l'Alliance qui n'est pas un Pacte contre Moscou, mais pour la défense —et éventuellement l'extension— de la zone d'influence de Washington. À sa création, l'OTAN avait espéré intégrer l'Union soviétique, ce qui aurait équivalu à un engagement de Moscou de ne pas remettre en cause le partage du monde issu des conférences de Postdam et de Yalta. Récemment l'Alliance a accueilli le président Dmitry Medvedev au sommet de Lisbonne et lui a proposé que la Russie se joigne à elle. Il ne s'agirait pas alors d'une vassalisation, mais de la reconnaissance du Nouvel Ordre Mondial, dans lequel toute l'Europe centrale et orientale est passée dans l'orbite états-unienne. Une adhésion russe vaudrait en quelque sorte traité de paix : Moscou reconnaitrait sa défaite dans la Guerre froide et le nouveau partage du monde.

Dans ce cas, le Groupe de Bilderberg inviterait des personnalités russes à ses réunions annuelles. Il ne leur demanderait pas d'influer l'opinion publique russe pour l'américaniser, mais pour la convaincre de renoncer définitivement aux rêves de grandeur du passé.

La Première réunion du Groupe, à l'hôtel Bilderberg (1954)

Thierry Meyssan *Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : L'Effroyable imposture 2, éd. JP Bertand (2007). Une version de cet article a été publiée dans le quotidien russe à très grand tirage Komsomolskaya Pravda.*

Notes

[1] La CED est un projet qui visait à créer une armée européenne intégrée à l'OTAN. Il fut rejeté en 1954 par le Parlement français à l'instigation des Gaullistes et du Parti communiste. Il faut attendre 2010-11 pour que ce projet trouve un début de réalisation avec l'entente franco-britannique au sein de l'OTAN et la guerre de Libye.

[2] « Les armées secrètes de l'OTAN », par Daniele Ganser. Cet ouvrage est publié en feuilleton sur Voltairenet.org.

[3] « La biographie cachée des Obama : une famille au service de la CIA » (2 parties), par Wayne Madsen, Réseau Voltaire, 30 août et 20 septembre 2010.

Réseau Voltaire 9 avril 2011

Barack «je tuerais pour un prix Nobel» Obama

Par William Blum*

Il y a des mots qu'ils ont du mal à prononcer : « guerre civile ». La Libye connait une guerre civile. Les Etats-Unis, l'Union Européenne et l'OTAN – la Sainte Trinité – sont en train d'intervenir, de manière sanglante, dans une guerre civile. Pour renverser Kadhafi. La première Sainte Trinité a parlé d'imposer une zone « d'exclusion aérienne ». Après avoir obtenu le soutien des institutions internationales sur ce point précis, ils ont immédiatement déclenché une guerre au quotidien contre les forces armées libyennes et tous ceux qui se trouveraient à proximité. Dans le monde du commerce, on appelle ça « faire mordre le client à l'hameçon ».

Quel est le crime de Kadhafi ? Celui de n'avoir jamais montré suffisamment de respect pour la Sainte Trinité, qui n'a de comptes à rendre qu'aux Nations Unis surtout lorsqu'elle en a besoin pour ses basses besognes et tout en comptant sur la Chine et la Russie d'être aussi lâches et hypocrites qu'Obama. Celui que la Sainte Trinité mettra à la place de Kadhafi, se montrera plus respectueux.

Alors qui sont les Bons ? Les rebelles libyens, nous dit-on. Ceux qui assassinaient et violaient les noirs africains sur la foi qu'ils étaient tous des mercenaires de Kadhafi. Peut-être que quelques unes de leurs victimes étaient bel et bien des membres des milices gouvernementales, ou peut-être pas. Au cours des années 90, au nom de l'unité pan-africaine, Kadhafi a ouvert les frontières à des dizaines de milliers d'africains du sub-sahara pour venir vivre et travailler en Libye. Ceci, avec sa vision initiale du Pan-Arabisme, ne lui a pas fait gagner des points auprès de la Sainte Trinité. Les patrons ont le même problème lorsque leurs employés prétendent créer des syndicats. Sans oublier que Kadhafi est fermement antisioniste.

Qui connaît le genre de gouvernement que les rebelles vont mettre en place ? La Trinité n'en a aucune idée. Dans quelle mesure le nouveau gouvernement sera sous influence islamique, par opposition au gouvernement laïque actuel ? Quelles forces djihadistes seront lâchées dans la nature ? (Et ces forces existent dans l'est de la Libye, où les rebelles sont concentrés). Se débarrasseront-ils d'une bonne partie de l'Etat-providence que Kadhafi a financé avec l'argent du pétrole ? Est-ce que l'économie contrôlée par l'état sera privatisée ? Qui deviendra le propriétaire du pétrole libyen ? Est-ce que le nouveau régime continuera d'investir les revenus du pétrole dans des projets de développement sub-sahariens ? Autorisera-t-il une base militaire US et des exercices de l'OTAN sur son territoire ? Apprendrons-nous d'ici peu que la « rébellion » a été instiguée et armée par les services de renseignement de la Sainte Trinité ?



Barack Obama n'est gêné par rien tant qu'il a la possibilité d'exulter dans son rôle de Président des Etats-Unis

Dans les années 90, Slobodan Milosevic de la Yougoslavie était coupable de « crimes » similaires à Kadhafi. Son pays était souvent qualifié de « dernier bastion communiste en Europe ». La Sainte Trinité l'ont bombardé, arrêté, et l'ont laissé mourir en prison. Notons que le gouvernement Libyen s'appelle la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste. La politique étrangère des Etats-Unis, n'est jamais réellement sortie de la guerre froide.

Il faut examiner de près la « zone d'exclusion aérienne » mise en place en Irak par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (mesure prétendument autorisée par les Nations Unies) au début des années 90 et qui a duré plus de dix ans. C'était en réalité un permis de bombarder régulièrement le pays et de tuer des Irakiens, pour affaiblir le pays en vue d'un changement de régime. Qui dans tout l'univers peut résister à la Sainte Trinité ? A-t-on jamais vu dans toute l'histoire tant de puissance de frappe et tant d'arrogance?



Cette photo illustre plus des fossoyeurs que des hommes d'Etat habillés en noir. Ils portent tous le deuil d'une politique internationale moribonde depuis plus d'un an. D'ailleurs les plus profondément atteints sont dans un profond recueillement, les yeux baissés, tels que Medvedev, Obama, et Hu-Jintao (au centre) croyant encore supporter la paix. Berlusconi (Premier à gauche), ailleurs rêve aux jolies vierges qui attendent au ciel les martyrs de l'Islam, Sarkozy (second à gauche) semble en mal d'inspiration, une attitude peu habituelle. Seul l'homme en blanc, Kadhafi, les lunettes fumées, droit dans son lourd porte-manteau de tissu, le menton redressé assure la charge de l'omnipotence: « Comme un long linceul traînant à l'Orient »

Et au fait, pour la 10ème fois, Kadhafi n'est pas l'auteur de l'attentat contre le vol 103 de la PanAm en 1988 (1). Merci d'en informer vos auteurs progressistes préférés.

Barack « je tuerais pour un prix nobel de la paix » Obama

Est-ce que quelqu'un a fait le compte ? Moi, si. Avec la Libye, ça fait 6.

Six pays contre qui Barack H. Obama a mené une guerre au cours de ses 26 premiers mois de mandat. (Et si quelqu'un me dit que larguer des bombes sur une zone habitée n'est pas un acte de guerre, je lui rappellerais le bombardement japonais de Pearl Harbor).

Le premier président noir des Etats-Unis envahit l'Afrique

Y'a-t-il encore quelqu'un pour croire que Barack Obama représenterait une sorte d'amélioration par rapport à George W. Bush ? Il y en a probablement qui le pensent encore : 1- Ceux pour qui la couleur de la peau a une grande importance, et 2 – Ceux qui sont très impressionnés par la capacité de construire des phrases grammaticalement correctes.

Ça ne peut pas être pour une question d'intellect ou d'intelligence. Obama a dit beaucoup de choses qui, prononcées par Bush, auraient provoqué des tollés, des sarcasmes et des rires dans les grands médias. Comme ce que le Président a répété à de nombreuses reprises lorsqu'on lui demandait de mettre Bush et Cheney en accusation pour crimes de guerre, « *je préfère regarder vers l'avenir, pas vers le passé* ». Imaginez un accusé devant un juge qui se défendrait avec de tels arguments. Une telle phrase rend tout simplement caduque toute notion de loi, d'application de la loi, de crime, de justice ou de faits.

Il y a aussi l'excuse avancée par Obama pour ne pas poursuivre les coupables de torture : parce qu'ils ne faisaient qu'obéir aux ordres. Est-ce que cet homme « éduqué » a déjà entendu parler du Tribunal de Nuremberg, où une telle excuse fut sommairement rejetée ? Et à tout jamais, avait dit le tribunal.

A peine 18 jours avant la marée noire dans le Golfe du Mexique, Obama a dit « *Au fait, il se trouve que les plateformes pétrolières ne provoquent pas de marées noires. Ils sont technologiquement très avancés.* » (Washington Post, 27 mai 2010). Imaginez si George W. avait dit la même chose, et les réactions qui auraient suivi.

« *Toutes les forces que nous voyons en œuvre en Egypte sont des forces qui devraient naturellement s'aligner sur nous, et sur Israël,* » a dit Obama le 2 mars (2). Imaginez si Bush avait fait une telle déclaration – que les manifestants arabes en Egypte contre un homme qui recevait des milliards de dollars d'aide des Etats-Unis dont des moyens de répression et de torture, devraient « naturellement » s'aligner avec les Etats-Unis et – que Dieu nous en préserve – Israël.

Une semaine plus tard, le 10 mars, le porte-parole du Département d'Etat P.J. Crowley a déclaré devant un forum à Cambridge, Massachusetts, que le traitement infligé par le Ministère de la Défense au héros de Wikileaks, Bradley Manning, dans une prison de la Marine était « *ridicule, contreproductive et stupide.* » Le lendemain, notre président « intello » fut interrogé sur la déclaration de Crowley. Le Grand Espoir Noir a répondu : « *J'ai demandé au Pentagone si les procédures prises pour son emprisonnement étaient appropriées et correspondent à notre éthique. Ils m'ont assuré que oui.* »

Tout à fait George. Je veux dire Barack. Bush aurait dû demander à David Rumsfeld si quelqu'un entre les mains des Etats-Unis était torturé quelque part dans le monde. Il aurait pu ensuite tenir une conférence de presse comme Obama pour annoncer la bonne nouvelle - « Pas de torture en Amérique ! ». On en rigolerait encore. Obama a conclu sa remarque par « Je ne peux pas entrer dans les détails concernant leurs préoccupations, mais cela a quelque chose à voir aussi avec la propre sécurité du soldat Manning. » (3)

Mais oui, bien sûr, Manning est torturé pour son propre bien. Est-ce que quelqu'un peut me rappeler si le bon vieux George s'est rabaissé à de telles absurdités pour justifier l'enfer carcéral de Guantanamo ? Barack Obama n'est-il pas gêné par l'atteinte aux droits de l'homme de Bradley Manning, de la lente dégradation de la santé mentale du jeune homme ? La réponse à cette question est Non. Le Président n'est pas gêné par ce genre de choses.

Comment je le sais ? Parce que Barack Obama n'est gêné par rien tant qu'il a la possibilité d'exulter dans son rôle de Président des Etats-Unis, de manger ses hamburgers et de jouer au basket. Permettez-moi de rappeler ce que j'ai écrit en mai 2009: « Je crains de plus en plus que le problème est que cet homme ne croit vraiment en rien, et certainement pas lorsque le sujet est controversé. Il a appris il y a longtemps à prendre position pour éviter le controverse, comment exprimer une opinion sans prendre clairement parti, à parler avec éloquence pour ne rien dire, comment communiquer à l'auditoire un ensemble de clichés émouvants, de platitudes et de slogans. Et ça a marché. Et même bien ! Que pourrait-il bien arriver, maintenant qu'il est président des Etats-Unis, qui le ferait changer ? »

Rappelez-vous que dans son propre livre « The Audicity of Hope », Obama a écrit : « J'ai présenté un écran blanc sur lequel des gens d'horizons politiques divers ont projeté leurs propres aspirations. » Obama est un produit de marketing. Il est l'exemple même du produit « Vu à la télé ».

L'écrivain Sam Smith a récemment écrit qu'Obama est le président Démocrate le plus conservateur que nous ayons jamais eu. « Dans l'ancien temps, on aurait trouvé un nom pour lui : Républicain. » En fait, si John McCain avait remporté l'élection de 2008, et avait fait exactement la même chose qu'Obama, les progressistes seraient fous de rage.

Je crois qu'Obama est une des pires choses qui ne soit jamais arrivée à la gauche américaine. Les millions de jeunes qui l'ont soutenu avec enthousiasme vont mettre beaucoup de temps à s'en remettre avant de sacrifier à nouveau leur idéalisme et leur passion sur l'autel du militantisme. Si vous n'aimez pas la tournure qu'ont pris les choses, la prochaine fois renseignez-vous sur ce que votre candidat veut dire exactement par « changement ».

[...]

Les méchants

J'ai écrit à de nombreuses reprises sur les EOD de l'Amérique – EOD Ennemis Officiellement Déclarés : Mahmoud Ahmadinejad, Hugo Chávez, Fidel Castro, Daniel Ortega, Hasan Nasrallah, Moammar Gaddafi et d'autres. A partir du moment que le gouvernement des Etats-Unis fait clairement savoir qu'un dirigeant étranger particulier ne fait pas partie des Gentils, qu'il croit que les Etats-Unis ne sont pas un cadeau de Dieu à l'humanité, et qu'il n'est pas disposé à laisser son pays devenir un état servile, les grands médias embrayent systématiquement et font tout leur possible pour dénigrer le dirigeant en question chaque fois que l'occasion leur est offerte. (Si quelqu'un peut me citer une seule exception à cette règle, je serais curieux de la connaître.)

Juan Forero a longtemps été le correspondent en Amérique latine du Washington Post. Il l'est aussi pour la Radio Publique Nationale. Il m'arrivait d'envoyer des courriers au Washington Post au sujet de sa manière de déformer les faits chaque fois qu'il écrivait sur Hugo Chavez et où des erreurs par omission côtoyaient des erreurs sur commande.

Suite à la page (16)

Allocution du ministre cubain des Relations extérieures sur Haiti aux Nations unies !

Voilà un an à peine, nous nous sommes réunis à plus de cent cinquante gouvernements et autres acteurs internationaux au siège de cette Organisation pour contribuer significativement au relèvement et à la reconstruction d'Haïti après le tremblement de terre souffert par ce pays le 12 janvier 2010. La solidarité fut absolument louable, à s'en tenir aux déclarations.

En effet, le montant promis de neuf milliards de dollars pour la reconstruction, dont cinq à verser dans les deux premières années, plus les offres supplémentaires en nature, quoique insuffisantes, traduisaient une volonté de coopération indéniable. Le principe déclaré de dégager cette aide selon les priorités du gouvernement haïtien, de façon à renforcer l'autorité de l'État, impliquait le respect de la souveraineté de ce pays meurtri et des prérogatives de ses autorités gouvernementales.

Il semblait donc exister une volonté universelle de prêter de l'aide à cette nation héroïque, la première à avoir brisé le joug colonial et aboli l'esclavage sur le continent américain.

Mais ce qu'il est advenu depuis n'a pas été en accord, hélas, avec l'esprit qui avait régné à cette conférence du 31 mars 2010, alors que, pourtant, nombre de ce qu'on appelle « les principaux donateurs » continuent de consacrer des ressources exorbitantes à la guerre et à l'intervention militaire.

L'aide financière et matérielle promise, bien qu'insuffisante au regard de l'ampleur du problème, n'a pas été déboursée. La volonté du gouvernement haïtien n'a pas été respectée, pas plus que ses priorités. La reconstruction d'Haïti envers laquelle nous nous étions tous engagés reste en attente.

Dans les mois qui ont suivi le terrible séisme, Haïti a été, semble-t-il, la proie des gouvernements des pays le plus puissants et industrialisés qui distribuaient leur aide, d'une manière arbitraire et arrogante, par le biais de leurs voraces compagnies et de certaines de leurs plus riches organisations non gouvernementales.

Les fonds et les ressources continuent d'être canalisés en marge des programmes et du contrôle du gouvernement haïtien, ce qui conduit au gaspillage, à la corruption et à la satisfaction d'intérêts tout à fait marginaux ou sélectifs.



Le ministre cubain des Relations extérieures Bruno Rodriguez Parrilla, à la Session extraordinaire du Conseil de sécurité consacrée à Haïti, New York le 6 avril dernier

Cuba fait siennes les inquiétudes que les chefs d'État ou de gouvernement de la CARICOM ont exprimées dans le communiqué de leur Réunion intersessions du 26 février dernier, quand ils ont critiqué le Fonds de reconstruction et la Commission intérimaire de reconstruction d'Haïti et leurs méthodes de travail, et ont rappelé le respect dû aux priorités du gouvernement haïtien et l'insuffisance des ressources dégagées par rapport aux ressources promises.

Cuba a axé ses efforts sur le secteur qui peut avoir le plus d'impact, la santé publique, facteur clé de la durabilité et de la stabilité sociale d'Haïti.

En pleine coordination avec l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA,) et selon les indications et priorités du gouvernement haïtien, nous avons œuvré inlassablement pour mettre en marche un programme de reconstruction du système de santé national, qui a pour essence de satisfaire aux besoins sanitaires des trois quarts de la population la plus nécessiteuse, aux moindres frais.

Du 12 janvier 2010 à ce jour, le bilan est le suivant : presque deux millions de patients traités ; plus de 36 000 interventions chirurgicales ; presque 8 500 accouchements ; plus de 465 000 personnes traitées par physiothérapie.

Nous avons prêté service dans vingt-trois hôpitaux communautaires de référence, dans trente salles de physiothérapie, dans treize établissements de santé, dans deux postes chirurgicaux ophtalmologiques et au Laboratoire de santé publique. Un Programme intégral d'hygiène et d'épidémiologie se déroule dans dix départements du pays.

Le programme de coopération promu par Cuba fait fond sur 1 117 coopérants sanitaires, dont 923 sont Cubains et 194 viennent d'autres pays, mais ont été diplômés à Cuba.

Les ressources apportées d'une manière solidaire et généreuse par le président de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Chavez Frias, ont été essentielles. Nous avons aussi œuvré étroitement avec le Brésil dans le cadre d'un accord tripartite avec Haïti.

Cuba a aussi reçu le soutien de plusieurs pays pour pouvoir exécuter ce programme de santé. La Namibie, la Norvège, l'Afrique du Sud, l'Australie et l'Espagne ont apporté, de pair avec des groupes de donateurs individuels, un peu plus de 3,5 millions de dollars.

Nous sommes prêts à travailler avec tout pays ou toute organisation qui, d'une manière rigoureusement humanitaire, en respectant le gouvernement haïtien et en pleine coordination avec lui, souhaiterait participer à la reconstruction et au développement de son système de santé.

Parallèlement, les médecins cubains ont dû faire face à une grave épidémie de choléra. Ils ont établi dans ce but 67 unités qui ont soigné plus de 73 000 patients, soit le tiers des patients traités dans le pays, et dont seuls 272 sont décédés, pour un taux de mortalité de 0,37% inférieur de cinq fois à celui des autres institutions présentes en Haïti. Le traitement de tous ces patients a exigé du dévouement et de l'esprit de sacrifice, surtout la nuit. Durant ces 77 derniers jours, notre personnel médical et paramédical n'a enregistré aucun décès de cholérique.

Une nouvelle expérience, les Groupes d'enquête active « Au cœur de la sous-commune », a permis d'étudier presque 1 700 000 personnes vivant dans des communautés ne disposant pas de services de santé et de diagnostiquer plus de 5 300 cas de choléra à domicile.

Si je vous donne ces chiffres, avec toute la modestie de notre peuple, c'est juste pour argumenter à partir d'exemples pratiques notre conviction qu'Haïti a besoin d'une aide substantielle et désintéressée, étroitement coordonnée avec le gouvernement, à même de contribuer à son développement et de lui permettre de surmonter les immenses difficultés et les clivages socio-économiques qui entravent la stabilité du pays et le progrès de son peuple.

Haïti n'a pas besoin de force d'occupation, pas plus qu'elle n'est ni ne peut être transformée en un protectorat des Nations Unies.

Le rôle des Nations Unies est d'aider le gouvernement et le peuple haïtiens à consolider leur souveraineté et leur autodétermination. La MINUSTAH est restée dans ce pays avec un mandat tout à fait précis de promotion de la stabilité qu'il aurait fallu rigoureusement respecter. La MINUSTAH n'est pas habilitée à s'immiscer sur le plan politique dans des affaires intérieures qui ne relèvent que des Haïtiens. On ne saurait accepter qu'elle se mêle des choix électoraux ou qu'elle exerce des pressions sur les autorités souveraines dans un sens ou dans un autre. Elle n'est pas non plus habilitée à parler au nom d'Haïti.

Cuba est fermement convaincue que la situation humanitaire en Haïti est du ressort, non pas du Conseil de sécurité, mais de l'Assemblée générale dont il usurpe fréquemment, comme en l'occurrence, les facultés. Haïti n'est pas une question qui menace la paix et la sécurité internationales, ni qui peut se régler par des forces militaires conçues pour des opérations de maintien de la paix. Par ailleurs, les sérieuses conséquences des omissions, des abus, des deux poids deux mesures et des procédés antidémocratiques dont souffre ce Conseil sont de notoriété publique.

Les problèmes de cette nation sœur découlent pour l'essentiel des siècles de pillage colonial et néocolonial, du sous-développement, d'une des dictatures les plus longues et les plus sanglantes qu'ait connue notre région et de l'intervention étrangère.

Il faudrait, une bonne fois pour toutes, respecter le droit inaliénable du peuple haïtien à l'indépendance et à l'autodétermination.

Haïti a besoin de ressources pour se relever et se développer. Elle a besoin d'engagements humains, non d'ingérence ni de manipulation politique. Elle a besoin d'un tantinet de générosité, et non de tant d'égoïsme.

Je vous remercie.

Fidelista 8 Avril 2011

Déclaration du ministère des relations extérieures de la république de cuba

Le rideau est retombé hier après-midi, 8 avril, sur la mauvaise farce jouée depuis treize semaines à El Paso (Texas) : le terroriste Luis Posada Carriles a été innocenté de tous les chefs d'accusation portés contre lui dans le cadre d'un procès de nature purement migratoire.

Aux yeux de tous ceux qui ont suivi la ténébreuse carrière du terroriste et qui connaissent ses liens avec les différents gouvernements étasuniens, avec le FBI et la CIA, dans leur sale guerre contre Cuba, il s'agit là d'une nouvelle preuve du soutien et de la protection que les autorités étasuniennes lui ont prodigués indéfectiblement.

Dès le jour où, comme le président Fidel Castro l'avait dénoncé opportunément, il a débarqué en Floride en provenance de l'île Mujeres (Mexique) à bord du bateau Santrina, Posada Carriles a bénéficié – comme à l'accoutumée – de la tutelle et de la protection du gouvernement des États-Unis.

Juger Posada Carriles pour avoir menti dans le cadre d'une procédure migratoire, et non comme terroriste, est une insulte au peuple cubain et aux familles endeuillées par ses actions.

Le spectacle indignant qui s'est déroulé à El Paso est absolument en contradiction avec la politique censément antiterroriste que le gouvernement étasunien affirme suivre et au nom de laquelle il a réalisé jusqu'à des interventions militaires dans d'autres nations qui ont coûté des milliers de vies.

Le gouvernement étasunien n'ignore rien de la participation de Posada Carriles au sabotage en plein vol de l'appareil de Cubana de Aviación au-dessus de la Barbade en 1976, de ses campagnes de pose de bombes dans des installations touristiques cubaines en 1997 et de ses plans d'attentat à la vie du président Fidel Castro, dont, en 2000, celui du Panama, un pays où il a même été condamné à ce titre.

Washington possède toutes les preuves des crimes de Posada, dont beaucoup ont été présentées au procès d'El Paso. Reste à voir si le gouvernement étasunien sera capable maintenant d'instruire un nouveau procès contre Posada Carriles pour terrorisme, ou de l'extrader au Venezuela, comme le gouvernement de ce pays le lui a demandé depuis maintenant plus de cinq ans et comme il est obligé de le faire aux termes, non seulement des conventions internationales auxquelles il est partie, mais encore de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies qu'il a lui-même présentée.

Le plus paradoxal, c'est que, face à cette absolution de Posada Carriles, cinq combattants antiterroristes cubains sont toujours incarcérés injustement aux États-Unis où ils ont été condamnés pour avoir cherché des informations sur les actions des terroristes d'origine cubaine qui, tout comme Posada Carriles, déambulent librement et impunément dans les rues de Miami.

Cuba, tout en réitérant que le gouvernement étasunien est le principal responsable du dénouement de ce procès, le somme de prendre ses responsabilités dans la lutte contre le terrorisme sans tant d'hypocrisie ni de deux-poids-deux mesures.

La Havane, le 9 avril 2011

Sweet Micky ou le Retour à une Haïti Caricaturale

Par Castro Desroches

Au mois de janvier 2011, l'éminent poète haïtien Anthony Phelps dénonçait avec éloquence la propension compulsive des reporters de Radio Canada à designer Haïti comme le pays le plus pauvre de l'Hémisphère. Haïti a bon dos et les clichés abondent de par le monde. De « laboratoire du sous-développement » en « haïtianisation » de la crise africaine, Haïti est devenue depuis Papa Doc un modèle de « développement du sous-développement » et la voie dangereuse à éviter par les pays du Tiers-Monde. Avec l'avènement de Sweet Micky à la présidence, Haïti est en passe de se « distinguer » cette fois dans le grand livre Guinness des records comme le pays ayant le chef d'État le plus crapuleux de la Planète. Et ce qui est grave, c'est que, en dehors de Reynold Georges (l'avocat du Diable) personne ne va protester cette fois. Ceux qui ont cru trop vite que la poubelle de l'Histoire nationale était déjà remplie se sont réveillés un beau matin pour voir avec horreur Michel Martelly en page de couverture sur une montagne d'ordures. Sous le masque de régime constitutionnel, ce n'est qu'un gouvernement de doublure qui s'apprête à se constituer dans un pays qui a perdu même le titre déshonorant de « République bananière ». Le vrai pouvoir derrière le trône, c'est Bill Clinton qui vient d'obtenir, un troisième mandat présidentiel. En Haïti, cette fois. Osons espérer qu'au cours des prochains mois, la foi aveugle dans le dieu « Milliard » fera au moins soulever les montagnes de détritus, de gravois et de grivois qui entravent la libre circulation des personnes et des idées. En attendant les lendemains qui « chantent », c'est le retour à une Haïti caricaturale du bon vieux Temps des Baïonnettes et de l'Occupation de 1915 au cours de laquelle un marine américain, Faustin Wirkus, avait été proclamé « Roi de la Gonâve. »

Selon le prestigieux magazine anglais The Economist, il y a une ancienne promesse électorale que (heureusement) Michel Martelly ne pourra pas satisfaire : celle de jouer nu sur le toit du Palais national. Dans une interview accordée la semaine dernière au Miami Herald, le nouvel élu à confirmé qu'il allait en effet épargner au pays le déplorable spectacle d'un quinquagénaire bedonnant en costume d'Adam et « talons quiquites ». Les voyeurs, les voyous et les « voyelles » qui ont pris à la lettre les gros mots menaçants de Sweet Micky devront en la journée funeste du 14 mai trouver ailleurs la satisfaction libidineuse de leurs prunelles en rut et de leurs oreilles en trompette. Ils devraient peut-être se consoler en allant assister à un autre spectacle un peu plus attrayant sur les ruines du Ciné Triomphe ou de l'Impérial : Sissi Face à son Destin, mettant en vedette la « belle et majestueuse » Sophia Martelly dans le rôle de Sissi Impératrice.

Dans la soirée du dimanche 3 avril 2011, vers 9 heures, le chanteur Prakazrel Samuel (Pras) Michel, zélé serviteur de Sweet Micky annonçait la couleur sur Twitter : Machette + gazoline + allumettes = La volonté du Peuple. Equation explosive dans la quadrature du cercle de la mort. La vie en rose est en veilleuse. Le triomphe de Micky s'annonçait ainsi sous le signe du « chantage », de l'intimidation et de l'incitation à la violence. Flashback : les « bombistes » de Papa Doc. Le lendemain 4 avril, jour fatidique des résultats, le porte-parole officiel du CEP, Richardson Dumel, fait une maladie diplomatique. Pilule amère : Sweet Micky. Il n'a pas pu ou n'a pas voulu délivrer personnellement le « poison » d'avril. Crise de conscience ? A force de lire des résultats électoraux bouleversants, le pauvre type aurait-il sombré dans le délire ? En tant que « porte-parole officieux » de la Patrie reconnaissante, je lui souhaite un prompt rétablissement. Confronté à une défection de dernière minute, le CEP a dû donc se rabattre sur un autre personnage (Pierre Thibaut Junior) pour annoncer la tragi-comique nouvelle : Sweet Micky Président pour… ?

C'est donc à ce personnage inquiétant, excentrique et très peu fréquentable que, la mine morose, René Préval aura la « tâche » de passer, le 14 mai prochain, l'écharpe pestilentielle en présence du nouveau « cabinet » ministériel. Triste sortie de scène pour cet agronome qui a semé le vent et qui récolte aujourd'hui la nausée. Semences de la colère. Moment de vérité et de trouble mental, monumental. Vagues divagations. Flashback. Jazz des Jeunes. Mai. Fleurs de mai. « Mois d'aimer ». Moi, aimer ? Fleurs du mal ? Non. Pas ça. Passons. Mort dans l'âme. Remords. Embrassade en bras de chemise avant de gagner la plus proche ambassade. Soûl. Forte escorte diplomatique. Transition sans effusion. De sang. Deux cents bouteilles de White Label. Généreuse contribution du Président Clinton pour la reconstruction et la reconstitution de l'État d'ébriété. La besogne accomplie, la conscience arrosée de whiskey, Préval pourra enfin se laver les mains dans l'eau-de-vie de l'oubli. Douillette retraite en terre étrangère au son de la chanson de Gilbert Bécaud : « L'important, c'est la rose, l'important, c'est la rose, l'important, c'est la rose, crois-moi… »



Avec l'avènement de Sweet Micky à la présidence, Haïti est en passe de se « distinguer » cette fois dans le grand livre Guinness des records comme le pays ayant le chef d'État le plus crapuleux de la Planète

Atmosphère ubuesque. Désormais, rien ne risque plus de choquer en Haïti. Pas même un arrêté présidentiel déclarant le crack d'Utilité Publique en vue d'accommoder les besoins en poudre et en « munitions » du nouveau résident de l'arrière-cour de la maison blanche. Prenez la pipe comme tout le monde. « Peuple haïtien, une ère nouvelle s'en vient (…) Je m'engage à en faire la plus belle page de ma vie. » Votre vie à vous, sans aucun doute. La vie en rose jusqu'à l'overdose.

Ère nouvelle ? Refrain sans freins de vulgarités dans l'air. Platitudes pour esprits « rôrottes », affamés de trivialités. Affaires louches. Pollution diurne et nocturne des ondes. Jazz de gros bozos ? C'est foutre mon bozo qui m'a mis là. Mama mia. Aurais-je bien entendu ? Suffocation de la décence minimale. Président constitutionnel de la pornographie. Chef d'État mais dans quel état ? Délinquance. Déliquescence. Dissolution. Un internaute me demande de proposer des solutions à Micky. Qu'il commence par interdire la diffusion de ses propres propos obscènes. Autocensure avant d'essayer de censurer la Presse. « Kite l vini. Se voye yo voye l. M ap tann li. » Qu'il aille jeûner pendant quarante jours et quarante nuits sur les ruines de Sodome et Gomorrhe. Qu'il emmène avec lui le « révérend » Patrick Villier et le pasteur Chavannes Jeune qui ont introduit le loup dans la bergerie. Pardon des offenses ? Bien sûr. Par la pénitence. Non par la récompense au crime.

Finies les histoires enfantines de Marie Jeanne, femme de Lamartinière. Odeur étouffante de Marijuana au conseil des ministres/fumistes. A qui est cette « excellente » pipe à crack ? Atmosphère psychédélique et décadente. Vaines attentes sous les tentes.

Promesse électorale : instruction gratuite. Charité bien ordonnée. Micky pourrait vraiment en profiter pour acquérir des lettres de noblesse. Les ABC du BAC. Aller à l'école du soir. Eviter de dire des bêtises d'un autre genre. Telles que :

- « Nous avons le soleil le plus chaud. »
- « Nous avons le peuple le plus docile. »
- « Nous avons compris d›agir dans les meilleurs délais. »
- « Les traits de caractère que nous avons maintenant sont des caractères qui appellent à des résultats »

Autant de perles et de déclarations bizarres tirées d'un seul article qui, en plus, parle d'un Micky « ferme » et « ouvert » en même temps. Ah, les joies de la lecture entre les lignes. On va bien se marrer (en toute liberté ?) pendant les prochains mois. Rira bien qui rira le premier. Micky déteste la lecture. Il l'a dit avec une pointe de fierté. Ma sécurité est donc assurée. A moins qu'une mauvaise langue décide de « traduire » pour lui en français élémentaire. Dans ce cas, je serais très inquiet. Créole parlé, Créole compris. Que les humoristes français se concentrent sur Sarko. Le Docteur Fanfan La Tulipe et moi, nous réclamons Micky. Nous nous réclamons de Micky et nous sommes très chauvins sur cette question. « Nous n'avons pas choisi d'être haïtiens ; nous avons été chanceux. »

Promesse électorale : développement de l'agriculture. Du vent. Donnez-moi du vent pour aller à Latortue. C'est le temps des herbes folles qui poussent sans engrais sur l'érosion des valeurs les plus élémentaires. Adieu cousine oh. On va « craquer » complètement la baraque. Ainsi s'envole en fumée le bon vieux temps de la Régie du Tabac. Splendid. Comme Il Faut. Privatisation et liquidation. Privatisation et récupération des intellectioules et de la classe politique. Zéro barré. Classe à refaire, ailleurs. Remis à leurs parents. Presse sous pression. Faire bonne impression sur le nouveau néant. Haute tension. Révocations préventives à la TNH. Atteinte à la sureté de l'État sauvage ? La chasse aux sorcières et aux sorciers a déjà commencée. Désormais, on ne pourra plus être sourcilleux face à la dérive totalitaire. Le nouveau locataire de la cour du Palais est très territorial. Herbivore et carnivore en même temps. Règne de la terreur. C'est un franc-tireur. Il shoote devant/derrière avec les deux pieds. Que les gardiens de la Démocratie se préparent. Malheur aux vain/culs.

Te Deum inaugural. Les chauves-souris sont lâchées sur la ville. Oiseaux de mauvais augure. Vol de pintades vers la tombe de Papa Doc. Voix nasillarde d'outre-tombe. Jeunesse de mon pays. Voici le jeune leader. Que je vous avais promis. En vue de continuer mon œuvre. Rendre pérennes les quêtes, les enquêtes et les conquêtes de la révolution de 57. Applaudissements des brebis galeuses et du pasteur C. Jeune. Rire jaune des journalistes en sursis. Sissi impératrice sourit sous le masque grimaçant de Sophia. Battement d'ailes. Vent de panique dans l'assistance. Fillette-lalo ne mange pas les enfants maigres des bidonvilles. Sang frais de journalistes récalcitrants. On ne vit pas « d'amour » et d'eau fraîche.

Après le carnaval électoral, ambiance de Mercredi des Cendres. Rassemblement de malfaiteurs et de malfinis sous le grand sablier, près du Sacré-Cœur de Jésus. Cauchemar en noir et blanc. Film muet. Images saccadées. La démocratie suspendue à une corde sous l'arbre de la liberté. L'Archevêque de Port-à-Piment en tenue de Ku Klux Klan. Il boit du Black and White dans deux verres roses. Noir à part. Blanc à part. Il verse la goutte rituelle à l'extrême-droite de la Case de Damballah. En odeur de sainteté, il pue à mille lieux l'alcool. Que la volonté de Dieu soit « fête ». Celui qui demeure sous l'abri de Micky repose à l'ombre du Tout-Puissant. Lapsus linguae. Il di/vague sur les rives lointaines de l'Argentine. Patrice Dumont dégage en retrait. La « balle » à tête chercheuse roule sur la Nationale. Messi, Saint-Patron du ballon rond, priez pour nous. Nous t'en supplions. A cor. A cri. Ceci est mon corps, ceci est mon sang. Maître corps, veillez corps. On ne fait pas d'omelette sans casser des os. Ceux qui meurent, c'est leur affaire. Te Deum. Thé amer sous la tente. Messe de requiem pour Haïti. Qui portera le deuil pour nous ?

Réveil brutal à la réalité. Thé chaud pour chasser les sueurs froides. Haïti ? Pays de l'opportunité par Excellence. Un pays pathétique. Le musicien Gracia Delva alias « Ti Blada », déporté en 2002 pour crime aux Etats-Unis est devenu Député de Marchand Dessalines. Voilà comment Le Nouvelliste du 8 septembre 2006 décrivait un spectacle du nouveau parlementaire : « C›est menotté et vêtu d›une tunique de prisonnier que Gracia Delva a fait son entrée sur scène le 3 septembre au parc Rony Colin pour clore la partie culturelle… » Voilà à quoi nous en sommes réduits, aujourd'hui. Tenter de caricaturer de tels personnages ? Mission impossible. Ils sont déjà des caricatures vivantes. Masques et visages. La réalité dépasse toujours la fiction.

Il ne s'agit plus, aujourd'hui de choisir un chef d'État mais de designer le roi du carnaval pour présider pendant cinq ans aux destinées d'Haïti. La politique du pire. Choix empirique. Pitreries. Bouffonneries. Scandale international. République des Comédiens de Graham Greene. En deux cents ans d'histoire, le pays haïtien a connu des personnages franchement embarrassants à la tête de l'État. Cependant, même les présidents les plus ignares ont toujours eu un je ne sais quoi de dignité pour compenser à leurs lacunes intellectuelles. Jamais il n'a été question d'identifier l'individu le plus veule, le voyou le mieux connu pour l'installer au pouvoir. C'est précisément ce qui vient de se passer en Haïti. Spectacle embarrassant pour les Haïtiens à qui il reste un minimum de décorum et de pudeur.

Le Président Barack Obama va-t-il porter des gants au moment fatidique de serrer la main de Sweet Micky ? En réalité, les puissances «amies d'Haïti » sont trop contentes d'embrasser un personnage qui embarrasse les Haïtiens. La dignité n'est plus ce qu'elle était. Elles ont horreur de tout chef d'État haïtien susceptible de manifester la moindre velléité d'indépendance de pensée et d'action. En 1987, le très modéré Gérard Gourgue a été qualifié de « communiste » pour justifier le bain de sang de la Ruelle Vaillant. Il faisait peur aux militaires et Washington avait laissé faire. En fait, ce que les puissances recherchent depuis le départ de Baby Doc, c'est un chien couchant civil pour placer à la tête du pays. Elles viennent finalement de le trouver en la personne de Joseph Michel Martelly.

Il serait plus facile à un chat (et même à un chameau) de passer par le chas d'une aiguille qu'à un pervers de devenir vertueux en parvenant au pouvoir. Ceux qui ont des yeux pour ne pas voir, ceux qui ont des oreilles pour ne pas entendre, ceux qui croient, ceux qui feignent de croire au rachat de Sweet Micky n'en auront que pour leur compte. « Le tigre ne peut pas devenir végétarien. » Encore une fois, Haïti s'est retrouvée à la croisée des chemins. Et en cette saison de Carême, c'est le chemin épineux de la Croix (sans espoir de résurrection) qui a été candidement emprunté.

New York:
Grande manifestation contre les guerres des Etats-Unis

(Photos Edgard Lafond)

Par Kim Ives

Des milliers de gens sont descendus dans les rues de Manhattan samedi 9 avril pour la plus grande manifestation anti-guerre à New York depuis plusieurs années.

Cette manifestation a été organisée par le Comité national unifié anti-guerre (UNAC), un front de plusieurs partis, de groupes de base, et d'individus. Les manifestants ont dénoncé les attaques israéliennes renouvelées contre Gaza, la guerre sanglante en Afghanistan, les attaques par des drones au Pakistan, la nouvelle guerre contre la Libye, et des bases militaires permanentes en Irak.

Avec l'austérité de 38 milliards de dollars que Washington vient d'annoncer, les conférenciers d'UNAC ont dit que les milliards dépensés pour les guerres des États-Unis devraient être utilisés pour créer des emplois et pour satisfaire les besoins de la population.

"*La manifestation d'aujourd'hui représente une revitalisation du mouvement anti-guerre*», a déclaré le coordonnateur de l'UNAC Marilyn Levin. «*La reprise du mouvement relie l'économie de guerre à la réduction des besoins fondamentaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et exige que nous nous servions de l'argent utilisé dans la guerre pour les besoins sociaux.*»

«*La procession s'étendait sur plus de 20 blocs à un moment donné*», a déclaré le coordonnateur de l'UNAC, Joe Lomardo, «*avec aussi au moins 18 forts contingents venus de communautés aussi diverses que les travailleurs immigrés, les étudiants, les syndicats, les groupes socialistes, musulmans, palestiniens et enseignants - chacun avec leurs propres drapeaux colorés, bannières originaux, tambours et des chants* «.

Ray Laforest de l'International Haiti Support Network (ISHN) a parlé au nom de la communauté haïtienne dans le rassemblement à Union Square.

Plusieurs orateurs ont mentionné la manifestation planifiée pour le dimanche 1er mai comme la prochaine manifestation importante pour le mouvement progressiste, avec focalisation sur les droits des travailleurs immigrés.

Les protestations ont eu lieu partout dans le monde à l'occasion de cette action, dont 15 manifestations au Canada. Au Pakistan, il y avait des manifestations dans 6 villes. L'UNAC a reçu un mot pour la manifestation prévue en Afghanistan et 10 autres à l'extérieur des bases majeures américaines en Irak. Une démonstration analogue à celle de New York a eu lieu le 10 avril à San Francisco, également appelée par l'UNAC.



Ray Laforest de l'International Haiti Support Network (ISHN) a parlé au nom de la communauté haïtienne dans le rassemblement à Union Square



Cette manifestation a été organisée par le Comité national unifié anti-guerre (UNAC)



Les manifestants ont dénoncé les attaques israéliennes renouvelées contre Gaza, la guerre sanglante en Afghanistan, les attaques par des drones au Pakistan, la nouvelle guerre contre la Libye, et des bases militaires permanentes en Irak



Manigat et Martelly

Suite de la page (7)

espérée et même favorisée par le Palais national pour arriver en finale avec celui du parti du pouvoir, *Inite*, elle a bien joué sa partition jusqu'au cafouillage de la journée du dimanche 28 novembre. D'ailleurs, au cours de cette fameuse journée, personne ne sait avec certitude ce qui s'était réellement passé. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas eu d'élection ce jour-là.

Jusqu'à ce dimanche 28 novembre 2010 et l'appel à l'annulation de l'élection par l'ensemble des candidats, suite aux fraudes caractérisées et avérées en faveur de Jude Célestin, Martelly ne s'attendait pas à être élu. Puisqu'il faisait partie des candidats, sinon le premier d'entre eux, à appeler à l'arrêt du processus électoral. Sweet Micky allait comprendre le bénéfice qu'il pouvait en tirer quand les principaux candidats décidèrent de boycotter le scrutin et quand ses partisans commencèrent à descendre dans les rues. Mais là encore, Michel Martelly n'était sûr de rien. Et surtout, rien n'était vraiment gagné pour lui tant que la probabilité de suspendre le processus était encore possible.

La preuve fut faite que le groupe des 12 ne pouvait compter que sur lui-même. A aucun moment ces 12 boycotteurs ne montraient aucun signe de pouvoir mettre la population dans les rues pour obtenir gain de cause sur le CEP et le pouvoir. En fait, sans le savoir, tout va commencer à jouer en faveur de Michel Martelly, lorsque Mirlande Manigat avec sa position bancale du début, va définitivement lâcher le groupe des 12 tout en reniant sa propre signature en prenant ouvertement position pour la continuité du processus.

Or, avant ce reniement, tout était encore possible sur le plan politique puisqu'on parlait même du départ pour l'exil du Président Préval, de quelques uns de ses proches et de certains hauts responsables de son parti *Inite.* En effet, ce qui était une rumeur le 28 novembre 2010, est confirmé depuis. Le Président René Préval était prêt à partir en exil au Brésil, s'il y avait eu une forte mobilisation de la population à travers les rues de la capitale. Et surtout, si le groupe qui s'était réuni en « Etats Généraux » à l'*hôtel Karibe* avait gardé sa cohésion pendant au moins deux jours dans sa démarche.

Tout était fin prêt pour forcer le départ du Président. Un avion du gouvernement brésilien était prêt à décoller. Finalement, c'est Mirlande Manigat qui allait sauver la mise au Président en se faisant piéger par le pouvoir, par la Communauté internationale et, bien entendu, par cette vieille tradition de l'élite politique haïtienne d'accéder au pouvoir à n'importe quel prix. Quels ont été ces pièges ? Dès le début du processus électoral Mirlande Manigat savait qu'elle était la caution morale et politique, pouvant crédibiliser une démarche contestée par la majorité de la classe politique du pays.

Le pouvoir en place qui avait son propre agenda le savait aussi. Pour encourager la patronne du RDNP à se lancer dans la course, le chef de l'Etat en personne allait entreprendre une opération de charme et de séduction vis-à-vis du clan Manigat. Renforcement des gardes de sécurité du professeur Leslie Manigat, voiture blindée pour la candidate, haussement du mur de sa résidence à Marin-en-Plaine et peut-être même le financement en partie de sa campagne électorale, etc. Bref, les Manigat qui font depuis toujours bande à part dans le paysage politique haïtien se voient choyés par un pouvoir qu'ils prétendent combattre et se sont trouvés liés et même redevables vis-à-vis de lui.

Or, toutes ces gâteries n'ont qu'un seul objectif : permettre à une personnalité reconnue et respectée de prendre part à un processus électoral dont le but ultime est de porter Jude Célestin à la présidence de la République. Après le simulacre du 28 novembre et avant l'intervention publique de la Communauté internationale sur les résultats dits de premier tour, tout se déroulait comme sur du papier à musique dans le plan du pouvoir. Puisque les deux candidats préférés du CEP et du Palais national étaient à l'arrivée comme ils le voulaient. Ça, c'était le piège du pouvoir à Mirlande Manigat. Celui de la Communauté internationale à la constitutionnaliste, s'est caractérisé par un encouragement à aller jusqu'au bout du processus en pensant même l'imposer comme présidente face au candidat de *Repons peyizan* après l'avoir mise en face à celui du pouvoir, Jude Célestin. Mais pour en arriver là, il fallait, dès le dimanche 28 novembre, convaincre Mirlande Manigat de se désolidariser du groupe de l'*hôtel Karibe* le plus vite possible.

Ce que la Communauté internationale n'a pas eu trop de difficultés à faire avec une candidate tombée dans la tentation des vieux démons de la politique traditionnelle et néfaste. En lui faisant croire que non seulement elle [Mirlande Manigat] pouvait battre Michel Martelly mais aussi, s'il le fallait, qu'elle [la Communauté internationale] l'aiderait à le faire.

La constitutionnaliste et défenseure des principes démocratiques s'est laissée tenter. Du coup, en acceptant de jouer le jeu et sans prendre en considération le rejet de la classe politique dans son ensemble par une population toujours en quête de celle ou celui qui peut la soulager de la misère, naïvement elle se prenait à rêver. Alors que, en tant que leader politique, elle devait remarquer ce fossé qui sépare la population de la classe politique traditionnelle. Mirlande Manigat aurait dû faire une réévaluation de la situation avant de prendre la décision de trahir ses collègues de l'« Appel de Karibe » par pur opportunisme et par ambition personnelle; étant donné qu'en politologue confirmée, elle aurait dû certainement remarquer qu'elle n'avait aucune chance face à un fantaisiste comme Sweet Micky.

En conclusion, ce pur produit de la politique traditionnelle a offert sur un plateau d'argent la présidence de la République à Michel Martelly qui, aujourd'hui, se demande peut-être si c'est bien réel ce rêve qu'il est en train de vivre. Car, n'était-ce la participation de Mirlande Manigat d'abord au processus électoral lui-même, n'était-ce son abandon du groupe après la rencontre de *l'hôtel Karibe* le 28 novembre, n'était-ce cette envie de gagner même dans le déshonneur, jamais il n'y aurait eu un tel désaveu du monde politique, une telle insulte à l'intelligence, une telle tache indélébile dans l'histoire nationale. Quelle caricature ce pays !



Suite de la page (12)

Aucun de mes courriers n'a jamais été publié, alors j'ai commencé à envoyer mes courriers directement à Forero. Il a répondu une fois qu'il était (en quelque sorte) d'accord avec moi sur un point que j'avais soulevé et il a laissé entendre qu'il tenterait d'éviter de telles erreurs à l'avenir. J'ai pu observer une petite amélioration qui n'a pas duré bien longtemps, puis les habitudes se sont réinstallées.

Au cours des troubles en Libye, il a écrit : « Chavez a dit que «c'était un gros mensonge» que les forces de Kadhafi aient attaqué les civils. » (7) Est-ce que Hugo Chavez prend tout le monde pour des imbéciles ? Nous avons tous vu et lu les attaques de Kadhafi contre les civils. Mais il se trouve que si vous mettez la main sur la version originale en espagnol, vous n'avez pas tout à fait le même son de cloche. Selon l'agence de presse UPI, dans un communiqué en espagnol, Chavez a dit que les combats en Libye constituaient une guerre civile et que ceux qui étaient attaqués n'étaient donc pas de simples manifestants ou civils. Ils faisaient partie d'un des camps dans une guerre civile, ils étaient donc des combattants. (8)

Al Jazeera en Amérique

Les soulèvements en Afrique du nord et au Moyen orient ont sérieusement boosté l'audience d'Al Jazeera, la télévision basée à Doha, au Qatar. Il y a encore peu, les Américains s'en tenaient éloignés car la chaine était trop souvent associée au Moyen orient et aux Musulmans, ce qui évidemment à son tour fait penser aux terroristes et au « terrorisme ». Tout Américain qui se respecte savait que cette station ne pouvait pas être aussi objective que CBS, CNN, NPR ou Fox News. La station avait quelques raisons pour être paranoïaque quant à ses bureaux aux Etats-Unis, le pays des 10 millions de cinglés (dont plus d'un occupe un poste de haut rang dans le gouvernement). Ses bureaux occupent 6 étages d'un immeuble dans le centre de la capitale, Washington, mais son nom n'apparaît nulle part.

A présent les grands médias citent la chaîne en anglais d'Al Jazeera et retransmettent ses images. De nombreux progressistes, y compris moi, ont pris pour habitude de préférer cette chaîne aux médias US. En général, les informations sont plus consistantes, les invités plutôt progressistes, et il n'y a pas de publicité. Cependant, plus je la regarde, et plus je me rends compte que ses présentateurs et correspondants ne sont pas nécessairement aussi progressistes que ça.

Un exemple parmi de nombreux que je pourrais citer : le 12 mars, le correspondant d'Al Jazeera, Roger Wilkinson, faisait un reportage sur le procès à Cuba d'Alan Gross, un Américain arrêté après avoir distribué des équipements électroniques à des citoyens cubains. Gross était entré à Cuba avec un visa touristique mais se trouvait sur l'île en réalité pour le compte de Development Alternatives Inc. (DAI), un sous-traitant privé qui travaille pour l'Agence pour le Développement International (AID, acronyme anglais, souvent citée comme USAID - NdT), qui est une division du Département d'Etat des Etats-Unis. Gross agissait donc en tant qu'agent non déclaré au service d'une puissance étrangère.

Wilkinson a raconté cette histoire très controversée avec toute l'innocence et les déformations dignes des grands médias US. Il a mentionné au passage que le gouvernement cubain tente de contrôler l'Internet. Que peut-on conclure d'autre, sinon que le gouvernement cubain veut cacher quelque chose à son peuple ? Tout comme les grand médias US, Wilkinson n'a pas donné d'exemple de site internet bloqué par le gouvernement cubain, peut-être pour la simple et bonne raison qu'il n'y en a pas. Et en quoi consisterait cette terrible réalité que les Cubains pourraient découvrir sur Internet ? Ironiquement, c'est le gouvernement des Etats-Unis et les multinationales US qui empêchent l'accès de l'île à Internet, pour des raisons politiques et en facturant leurs services à un prix prohibitif pour Cuba. C'est la raison pour laquelle Cuba et le Venezuela sont en train d'installer leur propre câble sous-marin.

Wilkinson a parlé du programme d'aide d'USAID destiné à « promouvoir la démocratie », mais n'a pas précisé que dans le monde d'USAID et de ses sociétés privées sous-traitantes – dont celle pour laquelle travaillait Gross – ce terme désigne en fait « un changement de régime ». USAID a longtemps joué un rôle subversif dans le monde. Ecoutons John Gilligan, Directeur d'USAID sous l'administration Carter: « A un moment donné, de nombreux bureaux locaux d'USAID étaient infiltrés de haut en bas par les gens de la CIA. L'idée était de placer des agents dans toutes les activités que nous avions à l'étranger, officielles, bénévoles, religieuses... toutes. » (9)

USAID n'est qu'une des nombreuses institutions utilisées par les Etats-Unis depuis plus de 50 ans pour miner la révolution cubaine. C'est pour cela que nous pouvons poser l'équation suivante : les Etats-Unis représentent pour le gouvernement cubain ce qu'Al Qaeda représente pour le gouvernement des Etats-Unis. Les lois cubaines qui concernent les activités comme celles d'USAID et DAI reflètent cette réalité historique. Ce n'est pas de la paranoïa, c'est de l'instinct de conservation. Et aborder un sujet comme celui d'Alan Gross sans prendre compte de cette équation constitue une grave entorse au journalisme et à l'analyse politique. Il faut espérer que l'affaire Gross servira à calmer les ardeurs des Etats-Unis pour « promouvoir la démocratie » à Cuba.

La politique de Washington – et donc celle de la Grande-Bretagne – envers Cuba ont toujours été le résultat d'une volonté d'empêcher l'île de devenir un bon exemple d'alternative au capitalisme pour le Tiers monde. Mais les dirigeants occidentaux ne comprennent pas, ou ne veulent pas comprendre, ce qui peut bien motiver des gens comme les dirigeants cubains et leurs partisans. Voici ce que révèle un des câbles Wikileaks, daté du 25 mars 2009 : William Hague, à l'époque député conservateur et chargé des affaires étrangères pour son parti (dans l'opposition – NdT) faisant son rapport à l'ambassade US à Londres sur sa récente visite à Cuba. Hague « a déclaré qu'il était quelque peu surpris que les dirigeants cubains ne paraissaient pas s'orienter vers une ouverture du modèle économique à la chinoise, mais qu'ils étaient encore des «révolutionnaires romantiques» ». Lors de sa conversation avec le ministre des affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodriguez, « la discussion a abordé la question de l'idéologie politique, et Hague a dit que les gens en Grande-Bretagne étaient plus intéressés par le shopping que par l'idéologie. » (Mon Dieu, quel magnifique argument en faveur de l'Occident. Rule Britannia ! God Bless América !) Hague raconte ensuite que «Rodriguez semblait mépriser cette notion et a répondu qu'on n'avait besoin du shopping que pour acheter de la nourriture ou quelques bons livres.» »

[...]

Source : Le Grand Soir/ L'Info décodée 5 avril 2011

Traduction « avec tout ça, les magasins sont fermés et le frigo est vide » pour le Grand Soir par VD avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

Notes

1. killinghope.org/bblum6/panam.htm
2. March 4, 2011, Democratic Party function, Miami, FL, CQ Transcriptions
3. Los Angeles Times, March 11, 2011
4. For this and the previous two examples, see "Jim DeMint's Theory Of Relativity : 'The Bigger Government Gets, The Smaller God Gets'", Think Progress, March 15, 2011
5. Fox News Sunday, December 19, 2010
6. Washington Post, September 19, 2001
7. Washington Post, March 7, 2011
8. UPI Reporte LatAm, March 4, 2011
9. George Cotter, "Spies, strings and missionaries", The Christian Century (Chicago), March 25, 1981, p.321

Ndlr. ***William Blum** est un écrivain et journaliste américain critique de la politique étrangère des États-Unis. Son travail consacre une attention particulière aux agissements de la CIA et aux assassinats organisés. Blum se considère lui-même comme socialiste.

En janvier 2006, Oussama Ben Laden diffuse une annonce dans laquelle il cite Blum et recommande à tous les Américains de *lire Rogue State: A Guide to the World's Only Superpower*. Avant l'intervention de Ben Laden, le livre était classé 209 000e sur la liste des ventes d'Amazon. Le dimanche suivant, le livre se plaçait en 12e position.

Cote d'Ivoire : Laurent Gbagbo arrêté à Abidjan !



Le président ivoirien Laurent Gbagbo humilié par la France et la Communauté Internationale

Le président ivoirien sortant Laurent Gbagbo a été arrêté lundi à l'issue d'une offensive généralisée des forces de son rival Alassane Ouattara, appuyées par les moyens aériens et blindés des forces françaises et de la mission des Nations Unies (Onuci).

Selon l'ambassadeur de France, Jean-Marc Simon, le président ivoirien sortant a été arrêté dans sa résidence d'Abidjan par les forces de son rival Alassane Ouattara et non par les forces spéciales françaises, comme l'annonçaient précédemment les partisans de Laurent Gbagbo. «M. Gbagbo a été arrêté par les troupes de M. Ouattara, c'est vrai, mais pas par les

Suite à la page (18)

La Colombie, alliée d'Israël, refuse la reconnaissance de l'Etat palestinien

Par Cédric Rutter



Le président colombien, Juan Manuel Santos, devant le Congrès juif mondial à Bogota

Aujourd'hui, 98 pays représentant les 4/5 de la population mondiale reconnaissent l'Etat palestinien. Parmi eux, quatorze sur les dix-neuf pays de l'Amérique latine, dont l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Venezuela. Par contre, la Colombie refuse cette reconnaissance.

La déclaration du président Santos est vue à Jérusalem comme une « victoire ». Le président colombien, Juan Manuel Santos, s'est exprimé devant le Congrès juif mondial à Bogota (30 mars) en ces termes : «Nous ne reconnaîtrons pas l'Etat palestinien, parce que pour nous c'est une question de principe. Nous apprécions hautement l'amitié et le courage du peuple juif», a souligné le leader colombien.

De quels principes parle-t-il ? La collaboration en matière de répression et d'action contre-insurrectionnelle ? L'armement colombien, dont Israël est le premier fournisseur ? Les principes d'expropriation d'une partie de la population au nom de la lutte contre le terrorisme ? Nous reviendrons sur les nombreux points communs entre ces deux pays dans un prochain article.

Pour le moment, nous tenons à vous informer de la manifestation qui aura lieu à Bruxelles le 8 avril devant l'Ambassade de Colombie à 17h. Cet évènement se réalise pour dénoncer la disparition d'une militante écologiste Sandra Viviana Cuellar Gallego. Disparue le 17 février dernier, elle se retrouve dans la longue liste des trente-deux mille cas !

La Colombie sous des apparences de démocratie, est un des régimes les plus violents au monde. Aucune médiatisation ne dénonce la situation dans laquelle vivent des millions de Colombiens car contrairement à la Libye, l'Iran ou bien le Venezuela, les dirigeants colombiens sont des « amis » des Occidentaux.

Les Etats-Unis ont placé sept bases militaires dans ce pays pour une prétendue lutte contre le narco-terrorisme (comme en Afghanistan) et surtout pour la défense de leurs intérêts en Amérique du sud : exploitation des ressources naturelles, contrôle sur les deux océans...

La France accueille l'ex-président comme professeur dans une école d'ingénieurs à Metz (ENIM). Alvaro Uribe est notamment responsable de la mort d'au moins 4.000 jeunes Colombiens trompés par des militaires qui leur avaient promis un travail, emmenés, assassinés puis déguisés en guérilleros pour recevoir des récompenses. Il avait aussi l'habitude de traiter tous ses opposants de terroristes. Pour lui, les défenseurs des droits de l'homme en font partie et les professeurs critiques sont désignés « la branche intellectuelle du terrorisme ». C'est également sous son règne que la plus grande fosse commune d'Amérique latine a été découverte avec plus de 2.000 cadavres à côté ... d'une caserne militaire!

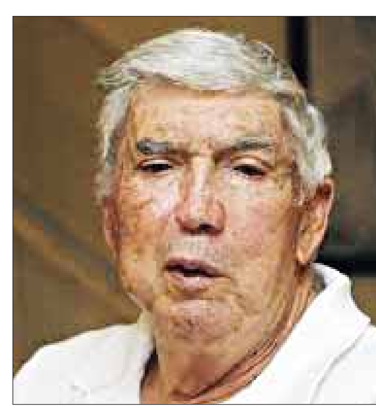
Ici, vous pouvez signer la pétition contre cette nomination qui sera envoyée au Ministre de l'Education nationale : Un affront à la raison.

S'allier avec le peuple colombien, c'est aussi militer en faveur de la cause palestinienne, et lutter pour les droits de l'homme en général. Comme on peut souvent entendre chanter en Colombie : « El pueblo unido, jamás será vencido* ».

*Ensemble, le peuple ne sera jamais vaincu

Investig'Action 6 avril 2011

Etats-Unis : Le terroriste notoire Luis Posada Carriles acquitté !



Luis Posada Carriles

Le terroriste notoire Luis Posada Carriles a été acquitté par la Cour Fédérale d'El Paso, au Texas, des 11 charges pour parjure, fraude et obstruction de justice. La juge Kathleeen Cardone a reçu une note du jury qui avait délibéré en privé, lui faisant savoir que les membres étaient parvenus à un verdict unanime : déclarer innocent ce terroriste notoire. Il n'était pas jugé pour terrorisme mais pour avoir menti aux autorités d'immigration des Etats-Unis au sujet de son entrée illégale dans ce pays.

Dans des déclarations faites par téléphone depuis El Paso, Maître Pertierra avocat étasunien d'origine cubaine, chargé de la demande d'extradition présentée par le Venezuela contre Posada Carriles, a signalé qu'il reste encore en suspens à Caracas les 73 charges pour homicide, qualifié pour la destruction en plein vol d'un avion cubain de passagers le 6 octobre 1976. « La République Bolivarienne du Venezuela continuera à lutter pour que justice soit faite dans cette affaire et pour que les Etats-Unis tiennent leurs engagements internationaux et fassent extrader Posada Carriles » a relevé Maître Pertierra. « Le verdict d'El Paso prouve qu'aux tribunaux étasuniens, le théâtre vaut plus que les évidences » - a-t-il ajouté.

Posada Carriles est le responsable de toute une kyrielle de crimes parmi lesquels se trouve la destruction de l'avion cubain de passagers. Il est aussi le cerveau de la vague de plasticages qui a pris pour cible en 1997 plusieurs installations touristiques cubaines. L'explosion d'une des bombes a tué le jeune touriste italien Fabio Di Celmo.

L'acquittement de Posada Carriles a soulevé une vague d'indignation au sein du peuple cubain dont y compris parmi les coopérants cubains au Venezuela. L'Ambassadeur de Cuba dans ce pays Rogelio Polanco s'en est fait l'écho dans une interview accordée au programme « Dando y dando » de la chaîne « Venezolana de Television ». Après avoir fait une brève chronologie des crimes de Posada Carriles, Rogelio Polanco a indiqué : « Cuba a dénoncé systématiquement ces actions. Et qu'est-ce que les Etats-Unis ont fait en 1998 lorsque Cuba leur a remis

Suite à la page (18)

Côte d'Ivoire: « L'ingérence de la France est choquante»



Côte d'Ivoire: « L'ingérence de la France est choquante »

Par Emilie Cabot

Après l'arrestation hier de Laurent Gbagbo, les réactions sont partagées. Alors que certains, comme Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, y voient une bonne nouvelle et une avancée pour la démocratie et les futures élections africaines, d'autres sont plus pessimistes sur l'avenir ivoirien. Odile Biyidi-Awala, présidente de l'association Survie, qui s'oppose fermement à la Françafrique, analyse le rôle de la France dans le conflit.

Emilie Cabot : Que pensez-vous du rôle de la France dans l'arrestation de Laurent Gbagbo?

Suite à la page (18)

Pérou : Ollanta Humala en tête



Le candidat de gauche Ollanta Humala

Le candidat de gauche Ollanta Humala confortait son avance au premier tour de l'élection présidentielle de dimanche au Pérou, avec deux rivaux de droite se tenant en moins d'un point pour l'affronter au 2e tour, Pedro Pablo Kuczynski et Keiko Fujimori, selon des résultats partiels.

L'ancien lieutenant-colonel Humala, 48 ans, battu au second tour en 2006, obtient 27,8% des voix, selon les résultats officiels annoncés par l'Organisme électoral (ONPE) sur 59,4 % des bulletins dépouillés. L'ex-Premier ministre libéral des années 2005-06 Kuczynscki, 72 ans, arrivait en deuxième position, avec 22,6% des voix, mais son avance se réduisait sur Keiko Fujimori, 35 ans, députée de la droite populiste et fille de l'ex-président autoritaire des années 1990-2000, aujourd'hui emprisonné. Fujimori obtenait 22,2 % des voix, virtuellement sur la même ligne que Kuczynski.

Des projections à partir de trois sondages à la sortie des urnes, douze heures auparavant, avaient donné Humala largement vainqueur du premier tour, avec plus de 31,6% des voix, et une avance autour de neuf points sur son premier rival. Selon ces sondages convergents, Keiko Fujimori serait sa rivale au second tour le 5 juin: elle devançait Kuczynski d'entre 1,8 et 3 points. Des sondeurs ont prédit une remontée progressive de la jeune héritière du fujimorisme, à mesure de l'arrivée des résultats des provinces, où le Péruvio-américain Kuczynski est moins ancré.

Mais une photo définitive du duel du second tour pourrait, comme à l'élection 2006, ne pas émerger avant plusieurs jours, en raison des écarts infimes, des résultats de provinces lents à arriver, et des recomptages.

L'Humanité 11 Avril 2011

Suite de la page (17) Côte d'Ivoire: « L'ingérence de la ...

Odile Biyidi-Awala : Ils ont joué un rôle capital, ce sont les hélicoptères français qui ont pilonné sa résidence. Il est évident qu›il n›y aurait pas eu d›arrestation si la France n›avait pas ouvert la voie. Il y aura toujours un doute quant à savoir qui a mis la main sur Gbagbo. D›autant plus qu›hier, un porte-parole d› Alassane Ouattara a déclaré, peu après la capture de l›ancien chef d›Etat, que ce dernier avait été arrêté par les Français (information démentie le jour même par le ministère français de la Défense, Ndlr). On ne saura peut-être jamais la vérité.

Emilie Cabot : Quelle est votre position quant à l'intervention de la France dans le conflit?

Odile Biyidi-Awala : Je trouve cette ingérence plus que choquante. Pour comparer, au Kenya, deux camps s›opposaient aussi après l›élection présidentielle de 2007. La Grande-Bretagne, dont le Kenya était une ancienne colonie, n›a pas envoyé de troupes, cela aurait été impensable. Les deux camps kenyans, livrés à eux-mêmes ont réussi à trouver un accord et cela a fait beaucoup moins de victimes qu›en Côte d›Ivoire aujourd›hui (plus de 1.500 personnes sont mortes au Kenya contre plus d›un millier selon les premiers décomptes en Côte d›Ivoire, Ndlr).

Emilie Cabot : Quelle solution aurait été préférable?

Odile Biyidi-Awala : Je pense qu›on aurait dû écarter à la fois Ouattara et Gbagbo. Les élections n›étaient pas totalement crédibles, il y a eu beaucoup de fraudes. On aurait pu faire une conférence nationale et trouver d›autres candidats. Il fallait éliminer tous ceux qui ont été impliqués dans des affaires ces dix dernières années et en trouver des nouveaux. Il y a une génération en dehors des deux camps, on n'a pas fait l›effort de chercher. On a tout de suite pensé à l›intervention par la force, à l›extermination d›un camp par l›autre. C›est une solution catastrophique pour la population.

Emilie Cabot : Ne pensez-vous pas que Gbagbo serait aussi resté au pouvoir même avec un autre candidat?

Odile Biyidi-Awala : Laurent Gbagbo n'est pas resté pour le plaisir. Si c'était juste parce qu'il aimait le pouvoir, il aurait négocié son départ depuis longtemps. Les médias ont fait une caricature de la situation en Côte d'Ivoire. Ce n'est pas si simple que ça. Les élections ont été sujettes aux fraudes. La moitié des Ivoiriens ne s'est pas rebellée par fantaisie.

Emilie Cabot : Quelle est la situation de la population ivoirienne aujourd'hui?

Odile Biyidi-Awala : La population est en grand danger, il y a urgence. Le pays va connaître une vague de meurtres, de viols et de règlements de comptes. C'est une affaire binaire exacerbée par les interventions militaires. Hier, on a assisté à un lynchage sous les caméras, alors imaginez ce qu'il se passe hors caméras. Le blocus de l›information va s›intensifier, on ne connaîtra pas l›ampleur des exactions. L'arrestation de Gbagbo a libéré ses opposants et les violences envers ses partisans. Ces gens n'écoutent pas la radio, ni les appels au calme. Les organisations internationales se doivent aujourd'hui de protéger la population ivoirienne. La société civile, qui a toujours prêché l'apaisement et la négociation, et les associations doivent élever la voix, ce sont eux les artisans de la réconciliation.

Emilie Cabot : Quel avenir pour le pays?

Odile Biyidi-Awala : Je ne suis pas optimiste pour la suite. Une partie de la Côte d'Ivoire ne célèbrera pas la France. Le sentiment anti-français s'accentue, ici et dans d'autres pays africains. Les intérêts français ont déjà été visés lors de manifestations au Cameroun. La France n'y est pas populaire

Emilie Cabot : L'arrestation de Gbagbo est-elle perçue comme un espoir pour les futures élections en Afrique et la démocratie?

Odile Biyidi-Awala : En Afrique, ce discours fait rire! Au Cameroun, pour les prochaines élections il y a déjà plein de fraudes et personne ne dit rien. Les politiques sont hypocrites et les informations tendancieuses. Je pense qu'on sera surpris par les réactions en Afrique.

JDD 12 Avril 2011

Suite de la p(17) Etats...

ces informations précieuses – des dossiers, des enregistrements, des vidéos, l'audio de conversations téléphoniques de Posada Carriles en Amérique Centrale d'où il a organisé la vague de plasticages contre Cuba ? Ni plus ni moins qu'arrêter les 5 héros Cubains qui se trouvaient en territoire étasunien pour empêcher des actions comme celles de Posada Carriles».

Cuba a maintenu sa position ferme et elle a appuyé la demande d'extradition de Posada présentée aux Etats-Unis par le Venezuela. Cuba continuera à dénoncer sur toutes les tribunes, par tous les moyens à sa portée, les actes de terrorisme de ce criminel et à démontrer l'innocence des 5 Cubains prisonniers politiques aux Etats-Unis ».

Le Venezuela exige des Etats-Unis l'extradition du terroriste Luis Posada Carriles

Le Venezuela a réitéré au Etats-Unis sa demande d'extradition du terroriste et fugitif Luis Posada Carriles, responsable de l'attentat contre un avion cubain de passagers et qui a tué les 73 personnes qui se trouvaient à bord. Le gouvernement vénézuélien a insisté sur la demande faite en 2005 après le verdict rendu à El Paso, au Texas, acquittant Posada Carriles de toutes les charges au cours d'un procès judiciaire.

Le Ministère des Affaires étrangères fait savoir, dans un communiqué, que lundi il remettra une note diplomatique à l'Ambassade étasunienne à Caracas pour exiger le début immédiat de démarches juridiques qui garantissent l'application du traité bilatéral d'extradition souscrit en 1922. Le Ministère des Affaires étrangères a insisté sur le fait que Washington n'a pas d'autres alternatives que d'accomplir ses obligations internationales et que, dans le cas contraire, il serait de nouveau responsable de complicité avec le terrorisme.

Radio Havana Cuba (RHC)
9 avril 2011

Suite de la page (17) Cote d'Ivoire Laurent Gbagbo...

forces spéciales françaises, qui ne sont pas rentrées dans l'enceinte de la résidence» du chef de l'Etat ivoirien sortant, a affirmé à l'AFP l'ambassadeur, démentant des informations faisant état de son arrestation par des troupes de la force Licorne. «M. Gbagbo se trouve actuellement entre les mains des troupes fidèles à M. Ouattara», a-t-il ajouté. Un porte-parole du président Alassane Ouattara a pour sa part indiqué à Abidjan que Laurent Gbagbo et son épouse se trouvaient à l'hôtel du Golf, le quartier général de d'Alassane Ouattara.

«Le cauchemar est terminé» pour les Ivoiriens, a déclaré à la télé pro-Ouattara Guillaume Soro, Premier ministre d'Alassane Ouattara. Assurant que le président sortant et son épouse étaient «aux arrêts», il a appelé également au ralliement les forces armées fidèles à l'ex-chef d'Etat. L'ambassadeur de Côte d'Ivoire auprès de l'ONU, Youssoufou Bamba, assure que Laurent Gbagbo est «en bonne santé» et sera présenté devant la justice pour être jugé.

Dans la matinée, la résidence de Laurent Gbagbo à Abidjan a été «partiellement détruite» par les derniers bombardements des forces de l'ONU et de l'armée française. «Ces dernières heures, les hélicoptères de l'armée française ont tiré sur la résidence privée de Laurent Gbagbo, la détruisant partiellement», a déclaré Charles Blé Goudé, ministre de la Jeunesse du président sortant. «C'est l'interventionnisme, le racisme envahissant de la France que nous dénonçons. Les armes lourdes ne se trouvent pas dans la résidence», a encore affirmé M. Blé Goudé.

Peu après minuit, une nouvelle série de frappes aux missiles a été déclenchée en direction de la résidence du président, a-t-on appris de source proche de l'opération et auprès de témoins. Dans un communiqué publié dans la nuit, Alassane Ouatara a annoncé qu'il avait demandé» le jour même au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon la «neutralisation» des armes lourdes de son adversaire, «conformément à la résolution 1975» de l'ONU.

Hier, en fin de journée, deux missiles avaient été tirés dans le secteur de la résidence présidentielle. Des tirs nourris de mitrailleuses lourdes ont répondu dans ce quartier pro-Gbagbo. Dans un contexte de détérioration de la situation politique et sécuritaire, les hélicoptères de l'ONUCI et de la force Licorne avaient tiré auparavant «plusieurs missiles sur des véhicules blindés situés à l'extérieur de la résidence de Laurent Gbgabo» dans le quartier de Cocody (nord), a indiqué une source proche de l'opération à l'AFP. Un habitant de Cocody a dit avoir vu «un hélicoptère français tirer quatre missiles dans le secteur de la résidence», peu avant 17h00. Ces frappes ont été menées «pour neutraliser les armes lourdes» dans les environs du palais et de la résidence de Laurent Gbagbo ainsi que dans plusieurs camps militaires, a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'ONUCI. «On a repris l'opération consistant à neutraliser les armes lourdes partout où elles se trouvent. L'ONUCI et Licorne ont entrepris de viser des cibles en plusieurs endroits, notamment aux abords du palais présidentiel et dans les environs de la résidence présidentielle», a déclaré le porte-parole Hamadoun Touré.

Le porte-parole du gouvernement Gbagbo, Ahoua Don Mello, a dénoncé les frappes, affirmant que la France «cherchait des prétextes pour réattaquer», en référence à l'attaque samedi sur le QG d'Alassane Ouattara, démentie par le camp Gbagbo. Pour la France «il n'y a pas d'autre objectif» que d'»assassiner le chef de l'Etat, tout le reste n'est que prétexte», a-t-il dit.

L'Humanité 11 Avril 2011

Un ex-chanteur lié

Suite de la page (4)

la privation massive de droits civiques et de fraudes électorales généralisées.

Toutefois, Washington et les forces d'occupation de l'ONU, ont fait campagne pour que continuent les élections, tout en avisant Martelly et Manigat qu'ils étaient les favoris [du deuxième tour], ce qui conduisit à l'abandon de leurs protestations contre les fraudes. Ainsi, Madame Manigat a été un complice direct dans le «hold-up» qu'elle condamne aujourd'hui.

Lorsque le Conseil Electoral Provisoire d'Haïti en proie à la corruption annonça les résultats, Manigat fut toutefois classée première, Jude Célestin, le candidat du Parti Unité et beau-fils du président René Préval, deuxième, et Martelly en troisième position. On permit aux partisans de Martelly de se livrer à des émeutes tandis quela «communauté internationale», pendant trois jours faisait pression sur Préval pour le porter à modifier les résultats et mettre Martelly à la place de Célestin pour le deuxième tour.

Cette demande a été reconduite sur place en Janvier lors d'une visite du secrétaire d'État Hillary Clinton, qui a indiqué que Washington pourrait reconsidérer son aide au pays si les résultats du premier tour n'étaient pas modifiés.

Une fois que le gouvernement Préval s'est incliné devant ces demandes, Martelly mena une campagne agressive largement financée par des milieux d'affaires à Port-au-Prince et à Miami. La campagne a été coordonnée par la firme espagnole de consultants politiques, Sola & Ostos, qui avait conseillé à la fois le candidat présidentiel républicain des États-Unis John McCain en 2008, et Felipe Calderon du Mexique du parti de droite PAN (Parti d'Action Nationale) en 2006.

On rapporte qu'un homme d'affaires de Miami a mis Martelly en contact avec la firme espagnole de consultation qui a utilisé sa réputation de «mauvais garçon» en tant que pop star pour créer la fausse image d'un outsider défiant l'élite haïtienne, dont il est lui-même un produit pas moins que son adversaire Manigat..

Martelly a également obtenu le soutien de Wyclef Jean, star de la pop américaine et producteur de disques qui avait tenté en vain de monter sa propre candidature à la présidence d'Haïti, un pays où il n'avait pas vécu depuis l'enfance. Un oncle de Wyclef, Raymond Joseph, est l'éditeur à New York d'un journal de droite, Haïti Observateur. Il fut nommé ambassadeur à Washington du régime installé par les Etats-Unis après le renversement d'Aristide en 2004. Pendant cette période, Wyclef Jean faisait l'éloge des escadrons de la mort formés par des ex-militaires et ex-Tonton Macoutes qualifiés de «combattants de la liberté».

Aristide a pris l'avion et est retourné en Haïti le 18 mars à la veille du second tour des élections. C'était sa première rentrée au pays depuis qu'il avait été contraint à l'exil pendant plus de sept ans. Accueillis par des dizaines de milliers de partisans, il s'est gardé de condamner directement les élections frauduleuses, déplorant seulement l'exclusion de son propre parti, Fanmi Lavalas, comme l'«exclusion de la majorité». Les résultats définitifs des élections seront annoncés le 16 avril, après une période de contestation. Manigat et ses partisans n'ont pas indiqué qu'ils contesteraient les résultats.

Malgré que Martelly ait mené au deuxième tour des présidentielles dans un rapport de deux à un, Repons Peyizan (Réponse des paysans), le parti sur la plateforme duquel il a mené ses élections, n'a remporté que 3 des 99 sièges à la chambre basse du parlement haïtien qui reste dominé par le parti Unité du président sortant Préval.

Martelly peut aller cependant à la recherche d'autres appuis politiques pour diriger. L'une des questions sur lesquelles il a fait campagne a été le rétablissement de l'armée haïtienne, dissoute par Aristide en 1995, à cause de ses antécédents de coups d'Etat et de sauvage de répression interne depuis des décennies.

Wsws 7 avril 2011

Libération d'un terroriste

Suite de la page (8)

l'acquittement de Posada Carriles de 11 chefs d'accusation terroristes contre Cuba à une grave atteinte à l'éthique judiciaire, à la dignité du peuple cubain et une insulte à la mémoire des victimes des actes criminels et crapuleux à l'actif de Posada aux familles endeuillées par ces comportement barbares.

Et le ministre Cubain des Affaires étrangères a rendu publique une déclaration, dans laquelle le gouvernement cubain a dénoncé la politique raciste des deux poids deux mesures de Washington face à la libération de Posada et le maintien en prison des Cinq héros cubains depuis une dizaine d'années. *« Le rideau est retombé hier après-midi, 8 avril, sur la mauvaise farce jouée depuis treize semaines à El Paso (Texas) : le terroriste Luis Posada Carriles a été innocenté de tous les chefs d'accusation portés contre lui dans le cadre d'un procès de nature purement migratoire. Aux yeux de tous ceux qui ont suivi la ténébreuse carrière du terroriste et qui connaissent ses liens avec les différents gouvernements étasuniens, avec le FBI et la CIA, dans leur sale guerre contre Cuba, il s'agit là d'une nouvelle preuve de soutien et de la protection que les autorités étasuniennes lui ont prodigués indéfectiblement.*

Dès le jour où, comme le président Fidel Castro l'avait dénoncé opportunément, il a débarqué en Floride en provenance de l'Île Mujeres (Mexique) à bord du bateau Santrina, Posada Carriles a bénéficié – comme à l'accoutumée – de la tutelle de la protection du gouvernement des Etats-Unis. Juger Posada Carriles pour avoir menti dans le cadre d'une procédure migratoire, et non comme terroriste, est une insulte au peuple cubain et aux familles endeuillées par ses actions. Le spectacle indignant qui s'est déroulé à El Paso est absolument en contradiction avec la politique censément antiterroriste que le gouvernement étasunien affirme suivre et au nom de laquelle il a réalisé jusqu'à des interventions militaires dans d'autres nations qui ont coûté des milliers de vie.

Le gouvernement étasunien n'ignore rien de la participation de Posada Carriles au sabotage en plein vol de l'appareil de Cubana de Aviacion au-dessus de la Barbade en 1976, de ses campagnes de pose de bombes dans des installations touristiques cubaines en 1997 et de ses plans d'attentat à la vie du président Fidel Castro, dont, en 2000, celui du Panama, un pays où il a même été condamné à ce titre. Washington possède toutes les preuves des crimes de Posada, dont beaucoup ont été présentées au procès d'El Paso.

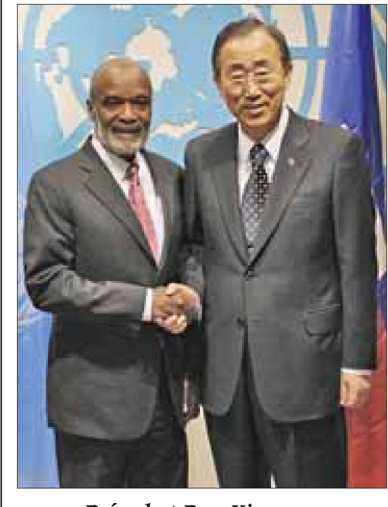
Reste à voir si le gouvernement étasunien sera capable maintenant d'instruire un nouveau proches contre Posada Carriles pour terrorisme, ou de l'extrader au Venezuela, comme le gouvernement de ce pays le lui a demandé depuis maintenant plus de cinq ans comme il est obligé de le faire aux termes, non seulement des conventions internationales auxquelles il a souscrit, mais encore de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies qu'il a lui-même présentée.

Le plus paradoxal, c'est que, face à cette absolution de Posada Carriles, cinq combattants antiterroristes cubains, sont toujours incarcérés injustement aux Etats-Unis où ils ont été condamnés pour avoir cherché des informations sur les actions des terroristes d'origine cubaine qui, tout comme Posada Carriles, déambulent librement et impunément dans les rues de Miami. Cuba, tout en réitérant que le gouvernement étasunien est le principal responsable du dénouement de ce procès, le somme de prendre ses responsabilités dans la lutte contre le terroriste sans tant d'hypocrisie ni de deux poids deux mesures ».





Quelle



Préval et Ban Ki-moon

Suite de la page (8)

Concernant le projet de la reconstruction d'Haïti suite au séisme du 12 janvier 2010, Cuba a critiqué les bailleurs de fonds qui n'ont pas honoré leur promesse. *« Les grande donateurs qui ont promis des millions pour la reconstruction d'Haïti n'ont pas respecté leur promesse et ont finalement consacré des ressources à la guerre et à l'intervention militaire de préférence. »* a ajouté le ministre cubain des Affaires étrangères devant le Conseil de Sécurité de l'ONU.

Quant à Cuba, le gouvernement consacre ses ressources à aider les victimes de l'épidémie de Choléra apportée par les soldats de la Minustah : *« Cuba a concentré ses efforts dans le domaine qui peut atteindre le plus grand impact, la santé publique, un élément clé de la durabilité et la stabilité sociales en Haïti. Les médecins cubains ont mis sur pied 67 unités qui ont traité plus de 73 mille patients, un tiers de tous les cas de Choléra considéré dans le pays. »* a indique Bruno Rodriguez Parilla.

En d'autres termes la réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU a eu un double objectif: repenser la mission de la Minustah et définir les priorités pour le prochain gouvernement d'Haïti sous la présidence de Joseph Michel Martelly. L'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU et coprésident de la CIRH, Bill Clinton a fait part du niveau actuel de coopération entre les autorités nationales et les pays donateurs. *« Maintenant qu'un nouveau président est élu et qu'une nouvelle administration va commencer à travailler, il est plus important que jamais de continuer avec la collaboration promue par le président René Préval. Il est très important pour accélérer la reconstruction et soutenir les différents projets lancés par le gouvernement haïtien à travers la CIRH. »* a-t-il indiqué.

En définitive, il n'est pas à sortir de cela, le prochain gouvernement devra emboîter le pas, de continuer avec le programme économique d'exclusion imposé par la communauté internationale, incluant la CIRH et la politique néolibérale qui a déjà renvoyé au chômage plus de dix mille pères et mères sous la présidence de René Préval. Et ceci va être de même par le projet de mise sous tutelle d'Haïti par la communauté internationale. En tout état de cause, le peuple haïtien ne peut lâcher prise, la lutte continue pour la libération d'Haïti des forces étrangères, la satisfaction des revendications immédiates : l'éducation, le travail, la baisse du coût de la vie, l'inclusion sociale et politique des masses populaires dans la prises de décisions et la gestion de l'Etat. C'est à partir de cette noble vérité qu'on pourra établir un Etat de droit et démocratique en Haïti.

Regards Critiques

De la mise en place des politiques publiques de la Culture

(1ère Partie)

Aujourd'hui, beaucoup plus qu'avant, compte tenu des difficultés auxquelles Haïti est confrontée, mettre à profit ses moindres atouts, devient de plus en plus un impératif. Si l'on est unanime à reconnaître que les richesses culturelles et naturelles peuvent offrir au pays la possibilité d'améliorer sa perception et sa condition d'existence, ne pas en tenir compte équivaut à un suicide.

D'emblée nous avions cru nécessaire de jeter un peu de lumière sur la définition même du terme *Culture*. C'est un terme qui peut revêtir une conception assez large (anthropologique) semblable à celle que lui donne l'UNESCO : *l'ensemble des modes de vie, des valeurs et des croyances.* La Culture peut aussi charrier une définition beaucoup plus restreinte qui constitue le champ sur lequel sont applicable des politiques publiques de la *Culture*. Une pareille démarche propose également une vision renouvelée de l'action de l'Etat dans les sociétés modernes, en regardant les modalités de déploiement des interventions d'un gouvernement.

Les politiques publiques constituent une facette centrale de l'activité des gouvernements, que ce soit pour améliorer l'agriculture, collecter des impôts, réguler l'action administrative, et autres. Appliquées à la Culture en Haïti, ces structures devront intervenir à partir d'un plan traitant des objectifs et des moyens pour les atteindre en appui au déploiement d'une structuration précise et documentée des différents points de vue successivement des acteurs : institutions culturelles privées et publiques, directions régionales des affaires culturelles, artistes et consommateurs

Orientées dans cette direction, les interventions de l'Etat vont provoquer un élargissement des enjeux au-delà du patrimoine et de la création artistique, aux domaines économiques et sociaux en regard des lois sur la décentralisation. Les institutions toutes désignées pour accompagner l'Etat dans cette démarche, ce sont les entités autonomes (RNH, TNH, ANH, ISPAN, les Presses Nationales, etc.) créées au début de la décennie quatre-vingt-dix, renforcées par la fondation du ministère de la Culture et de la Communication vers la fin de la même décennie.

L'un des principaux outils à privilégier en tout premier lieu pour poser les bases de cette action publique tentaculaire, est la ***diffusion des compétences***. La démocratisation telle que l'entendait A. Malraux, avait pour but entre autres, de donner au plus large public possible l'accès à des œuvres reconnues, dignes d'appartenir à une *Culture* dont les valeurs essentielles étaient définies et partagées par une petite frange de la population. Cet élargissement considérable de l'offre quantitative va avoir un impact sur la qualité par la *formation artistique des jeunes*, *la mise en place des équipements culturels*, *la réintroduction de certaines disciplines artistiques au niveau de l'enseignement haïtien*, *la promotion des valeurs haïtiennes* (tant en Haïti que dans les communautés haïtiennes de l'étranger).



Le lambi rassembleur



Vèvè

Pour être vraiment efficaces, nos référents identitaires doivent informer les outils sélectionnés. Ils doivent aussi tenir compte du fait que l'identité culturelle d'un peuple se construit sur le sentiment d'appartenance et de différence et repose sur trois attributs fondamentaux : la langue, la religion, la tradition. La prise en compte des éléments de mémoire et de patrimoine matériel et immatériel de la communauté à laquelle elle se conjugue, constitue l'un des axes majeurs de cette approche structurante. L'identité culturelle peut sembler tournée vers le passé, mais, au fond, elle constitue un élément fondamental dans tout projet de développement durable.

Un autre paramètre important est l'***investissement public dans les arts et la Culture***. Il est un fait qu'aujourd'hui les données n'existent pas vraiment pour évaluer avec précision la *dépense publique* pour la *Culture* dans un pays comme Haïti, les chiffres publiés dans le budget national montrent toutefois que celle-ci a sérieusement augmenté au cours de ces cinq dernières années. Pourtant au cours ces deux dernières années, l'inaction des responsables de cette institution a mis à nu un ministère de la Culture totalement inapte.

L'absence d'une orientation définie des responsables du ministère de la *Culture* est déterminante dans la compréhension des prises de décision de ces derniers. Depuis trois ans, alors que ce ministère n'a jamais hésité à subventionner un festival de *jazz* réalisé par un groupe privé en partenariat avec certaines ambassades étrangères (un non-sens), les sollicitations des mairies des principales villes du pays, ayant la tradition des fêtes de *rara,* pour organiser ces festivités, se sont révélées vaines.

Un investissement public massif est nécessaire dans la mise en place des politiques publiques de la *Culture*. Parallèlement à son soutien direct, l'Etat Haïtien pourra mettre en place des dispositifs d'encadrement indirects, en particulier fiscaux, à travers des tarifs spéciaux d'impôts, des incitations diverses et variées pour favoriser les financements privés par le mécénat d'entreprises et les donations.

Le rôle des médias d'Etat (radio et télé nationales) est fondamental dans le processus de mise en place des structures de base, ensuite, il faudra renforcer les moyens de l'Ecole Nationale des arts, de la Bibliothèque Nationale, de l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National pour pouvoir assurer, par le biais des collectivités territoriales, la formation des jeunes. Il ne fait aucun doute qu'un autre état d'esprit sera nécessaire au sein de ces deux médias pour être à même de remplir cette mission.

Prince Guetjens